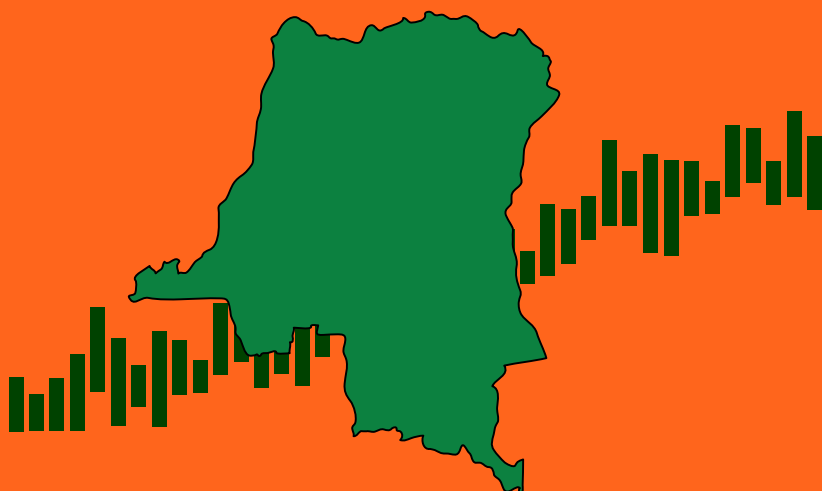




ACP OBSERVATORY ON MIGRATION
OBSERVATOIRE ACP SUR LES MIGRATIONS
OBSERVATÓRIO ACP DAS MIGRAÇÕES

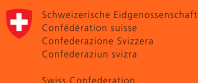
AMÉLIORATION DES DONNÉES SUR LES MIGRATIONS DANS LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO: *Évaluation et recommandations*

David Lelu



*Une initiative du Secrétariat ACP,
financée par l'Union européenne,*

*mise en œuvre par l'OIM et avec le soutien financier de la Suisse,
de l'OIM, du Fonds de l'OIM pour le développement et du UNFPA*



Fonds de l'OIM pour le
développement
*Développer les capacités en
matière de gestion des migrations*



**Évaluation des
données**

ACPOBS/2013/MDA02

2013

L'OBSERVATOIRE ACP SUR LES MIGRATIONS

L'Observatoire ACP sur les migrations est une initiative du Secrétariat du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), financée par l'Union européenne, mise en œuvre par l'Organisation Internationale pour les migrations (OIM), à la tête d'un consortium de 15 partenaires, et avec le soutien financier de la Suisse, de l'OIM, du Fonds de l'OIM pour le développement et du UNFPA. Établi en 2010, l'Observatoire ACP sur les migrations est une institution visant à produire des données sur les migrations Sud-Sud à destination des migrants, de la société civile et des décideurs politiques et à renforcer les capacités de recherche dans les pays ACP, dans le but d'améliorer la situation des migrants et de resserrer les liens entre migration et développement.

L'Observatoire a été créé pour favoriser le déploiement d'un réseau d'institutions de recherche et d'experts sur les migrations. Des activités ont été lancées dans 12 pays pilotes et seront progressivement étendues à d'autres pays ACP intéressés. Les 12 pays pilotes sont l'Angola, le Cameroun, Haïti, le Kenya, le Lesotho, le Nigeria, la République démocratique du Congo, la République unie de Tanzanie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Sénégal, le Timor-Leste et Trinité-et-Tobago.

L'Observatoire a lancé des activités de recherche et de renforcement des capacités relatives à la problématique des migrations Sud-Sud et du développement. A travers ces activités, l'Observatoire ACP cherche à adresser les nombreux enjeux de plus en plus incontournables pour le Groupe des États ACP dans le cadre des liens migration/développement. Les documents et produits des recherches, ainsi que les manuels pour le renforcement des capacités, sont accessibles gratuitement sur le site Internet de l'Observatoire (www.acpmigration-obs.org). Les futures publications et informations sur les activités de l'Observatoire seront mises en ligne.

© 2013 Organisation internationale pour les migrations (OIM)
© 2013 Observatoire ACP sur les migrations

Document préparé par David Lelu. Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité des auteurs et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue du Secrétariat du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), de l'Union européenne, de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et des autres membres du Consortium de l'Observatoire ACP sur les migrations, de la Suisse ou du UNFPA.

Tous droits réservés. Aucune partie du présent document ne peut être reproduite, stockée dans un système électronique d'extraction, ni transmise, sous quelque forme que ce soit ni par aucun procédé électronique ou mécanique, y compris la photocopie, l'enregistrement ou autrement, sans le consentement écrit préalable de l'éditeur.



ACP

OBSERVATORY ON MIGRATION
OBSERVATOIRE ACP SUR LES MIGRATIONS
OBSERVATÓRIO ACP DAS MIGRAÇÕES

AMÉLIORATION DES DONNÉES SUR LES MIGRATIONS DANS LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO:

Évaluation et recommandations

David Lelu

PRÉFACE

Les débats actuels qui se déroulent au niveau international sur les migrations et le développement appellent souvent à mettre en œuvre de nouvelles initiatives pour améliorer la quantité et la qualité des données existantes sur ces phénomènes. Les données migratoires sont placées au cœur de la problématique, puisque la disponibilité d'informations pertinentes, actualisées et fiables reste une condition sine qua non pour le lancement d'actions dans ce domaine.

Cette question se pose avec acuité en République démocratique du Congo. Le pays partage plus de 10 292 km de frontières avec neuf pays voisins et les mouvements migratoires, internes et internationaux, font partie du paysage culturel congolais. Une meilleure connaissance de ces flux reste une priorité fondamentale pour en limiter les effets nocifs et pour mettre en relief l'impact positif des migrations sur le développement humain.

Cette évaluation est d'une importance clé pour lancer un processus d'amélioration de la gestion des données migratoires en République démocratique du Congo. Alors que le Gouvernement congolais et ses partenaires modernisent les infrastructures et forment les ressources humaines disponibles, cet aperçu des mécanismes en place permet d'identifier des recommandations à court, à moyen et à long terme pour l'échange d'informations et leur utilisation dans le domaine du politique.

Les acteurs congolais impliqués dans le recueil et le traitement des données ont été impliqués dans cette évaluation et ont fourni des informations pertinentes à l'analyse de la situation. Le tableau dressé met en évidence les priorités les plus pressantes en matière de traitement des données et identifie de nombreuses opportunités pour l'amélioration du système existant.

Je voudrais appeler les acteurs nationaux à prendre en main les conclusions de ce travail afin d'en étudier les recommandations en vue de leur mise en œuvre. La coopération entre institutions et département et l'un des axes d'intervention majeurs décrits dans ce document. Ensemble, nous pouvons améliorer les données qui fonderont notre action dans le domaine des migrations.



M Daniel Lubo
Conseiller du Vice-Premier Ministre
Conseiller en charge des questions de la Migration à la
Vice Primature Intérieur et Sécurité
Président du Conseil consultatif national,
République démocratique du Congo, Facilité intra-ACP

REMERCIEMENTS

David Lelu a mené cette évaluation et préparé ce rapport. L'assistance et le suivi ont été fournis par l'Observatoire ACP sur les migrations et son Point focal à Kinshasa, Sefu Kawayu, l'équipe de l'Observatoire ACP à Bruxelles, et le personnel de l'OIM dans la République démocratique du Congo (RDC), sous la direction du Chef de Mission, Laurent de Boeck.

Nos remerciements sont adressés à tous les membres du Comité consultatif national (CCN) de la République démocratique du Congo, aux membres du groupe thématique 'évaluation de capacité de gestion de données migratoires' du CCN pour leur dévouement, disponibilité et contribution à travers des observations, commentaires et ajouts tout au long de la réalisation de la présente évaluation.

De plus, cette évaluation aurait été sans succès sans la collaboration et la participation active du Ministère de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires Coutumières, du Ministère des Affaires étrangères, Coopération internationale et Francophonie, du Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Prévoyance sociale, de la Direction générale de Migration, de la Commission nationale pour les Réfugiés (Ministère de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires coutumières), de la Direction des Congolais de l'Etranger (Ministère des Affaires étrangères), de la Banque centrale du Congo, de la Direction générale de Douanes et Accises, de l'Institut national de Statistiques (Ministère du Plan) et de la Direction de l'Emploi (Ministère de l'Emploi, Travail et Prévoyance Sociale).

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|----|
| ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS | IX |
| LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES..... | XI |
| 1. INTRODUCTION | I |
| 2. MÉTHODOLOGIE ET OBJECTIFS..... | 3 |
| 3. LA DISPONIBILITÉ ET LES SOURCES DES DONNÉES SUR LES MIGRATIONS..... | 5 |
| A) RECENSEMENT ET ENQUÊTES AUPRÈS DES MÉNAGES | 5 |
| B) REGISTRES | 5 |
| C) AUTRES SYSTÈMES DE DONNÉES ADMINISTRATIVES | 7 |
| D) DONNÉES COLLECTÉES AUX FRONTIÈRES | 8 |
| 4. LA GESTION DES DONNÉES MIGRATOIRES | 11 |
| A) PRATIQUES ACTUELLES DE LA GESTION DES DONNÉES..... | 11 |
| B) LE CONTRÔLE DE QUALITÉ..... | 13 |
| C) LA PROTECTION DES DONNÉES | 14 |
| D) LES UTILISATIONS ET LE PARTAGE DES DONNÉES | 14 |
| E) RAPPORTS/ANALYSES/EXPLORATION DES DONNÉES | 14 |
| F) RESSOURCES – MATÉRIELLES ET LOGICIELS | 14 |
| G) RESSOURCES HUMAINES..... | 15 |
| H) LÉGISLATION, CADRE LÉGAL | 16 |
| 5. LACUNES..... | 17 |
| A) DONNÉES SUR LES MIGRATIONS | 17 |
| B) RAPPORTS/ANALYSES/EXPLORATION DES DONNÉES | 17 |
| C) CONTRÔLE DE LA QUALITÉ DES DONNÉES..... | 18 |
| D) RESSOURCES..... | 18 |
| E) LÉGISLATION, CADRE LÉGAL | 18 |
| F) PARTAGE DES DONNÉES | 18 |
| 6. RECOMMANDATIONS | 19 |
| A) A COURT TERME..... | 19 |
| B) A MOYEN TERME | 19 |
| C) A LONG TERME | 20 |
| 7. BIBLIOGRAPHIE | 21 |
| 8. ANNEXES | 25 |

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

| | |
|--------|---|
| ACP | Afrique, Caraïbes et Pacifique |
| ANAPI | Agence nationale pour la Promotion des Investissements |
| BCC | Banque centrale du Congo |
| CCN | Comité consultatif national |
| CNR | Commission nationale pour les Réfugiés |
| CNS | Conseil national de la Statistique |
| CPS | Conseil provincial de la Statistique |
| DCE | Direction des Congolais de l’Etranger |
| DE | Direction de l’Emploi |
| DGDA | Direction générale de Douanes et Accises |
| DGI | Direction générale des Impôts |
| DGM | Direction générale de Migration |
| DSCR 2 | Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté de Deuxième Génération |
| FEC | Fédération des Entreprises du Congo |
| IDH | Indice de développement humain |
| IMIS | Integrated Management Information System |
| INS | Institut national de Statistiques |
| NTIC | Nouvelles Technologies de l’Information et de la Communication |
| OCC | Office congolais de Contrôle |
| OFIDA | Office des douanes et accises (actuellement devenu DGDA) |
| OIM | Organisation internationale pour les migrations |
| PNHF | Programme national d’Hygiène aux frontières |
| PNUD | Programme de Nations unies pour le Développement |
| PTF | Partenaires techniques et financiers |
| RDC | République démocratique du Congo |
| SIRP | Système d’Identification et Reconnaissance des Personnes |
| SNDS | Stratégie nationale de Développement de la Statistique |
| SSN | Système statistique national |
| SSS | Services Statistiques Sectorielles |
| UNFPA | Fonds des Nations unies pour la Population |

LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES

Tableaux

| | |
|---|----|
| Tableau 1 : Liste des institutions productrices de données migratoires..... | 3 |
| Tableau 2 : Ensembles de données et catégorie de migrants/type de migration | 9 |
| Tableau 3 : Le format des données migratoires | 11 |
| Tableau 4 : Ressources – Matériels et logiciels | 15 |

Figures

| | |
|--|----|
| Figure 1 : Carte de l'installation du SIRP en RDC | 12 |
| Figure 2 : Réseau à la Direction Générale de Migration | 12 |

I. INTRODUCTION

La présente étude portant sur l'évaluation de la gestion des données sur la migration a été initiée par l'Observatoire des États d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP) sur les migrations en coordination avec le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) du 10 septembre au 22 octobre 2012.

Le but de cette étude est d'évaluer la disponibilité, la qualité des données existantes sur la migration et l'état actuel de la gestion des données sur la migration en RDC, d'identifier les lacunes et de recommander des mesures pratiques pour améliorer la qualité des données sur la migration et leur disponibilité ainsi que de fournir aux décideurs et au grand public des données mises à jour et fiables.

Le présent rapport résume les résultats de cette évaluation et les propositions de recommandations qui en découlent, afin de permettre une prise de décision fondée sur des données non seulement disponibles mais aussi et surtout fiables. Un défi que la République démocratique du Congo (RDC), comme de nombreux pays de migration, doit relever.

Il a été noté, dans le Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté de deuxième génération en RDC (DSCR 2) que pour développer le Système Statistique National (SSN) de la RDC, il faut résoudre les problèmes suivants: « i) l'insuffisance des ressources humaines (en quantité et en qualité), matérielles et financières pour la production, l'analyse et la dissémination des statistiques; ii) l'absence d'un plan de formation classique et continu du personnel; iii) l'étroitesse de la couverture nationale qui est limitée en raison de la sous-représentativité de l'Institut National de la Statistique (INS) présent dans huit provinces alors qu'il conviendrait de s'adapter territorialement à couvrir les futurs 26 provinces prévues par la constitution; iv) l'absence de textes légaux et réglementaires qui règlent les modalités de collaboration entre l'Institut National de la Statistique, organe central du SSN, et les autres producteurs des statistiques. »¹

Plusieurs autres initiatives sont parvenues aux mêmes conclusions. Il s'agit notamment de l'état des lieux du SSN réalisé par le Ministère du Plan au cours de l'année 2012 qui constate que l'INS n'a pas d'expérience d'appui technique institutionnel systématique aux services sectoriels de production des statistiques, entre autres pour la connaissance des critères d'évaluation.²²

Considérant les évaluations et diagnostic antérieurement réalisés sur la gestion des données statistiques en général et migratoires en particulier, la présente évaluation propose les recommandations principales suivantes afin de résoudre le problème de disponibilité et fiabilité des données migratoires en République démocratique du Congo :

À court terme, il est principalement recommandé de dresser un rapport sur la thématique « Migrations et Développement » grâce aux données et d'élaborer des mesures d'applications du Décret n°10/05 du 11/02/2010 relatif au SSN particulièrement dans ses dispositions relatives à : la coordination des producteurs de statistiques, l'obligation imposée aux producteurs des données statistiques de transmettre leurs productions à l'INS pour contrôle avant publication, l'organisation et le fonctionnement du CNS, les règles de concertation et de collaboration entre les composantes du SSN.

À moyen terme, il est prioritairement suggéré de créer une plateforme Internet de partage des données, hébergée par le CCN, où l'on trouvera des données regroupées et accessibles au public tout en respectant les mesures de protection des données. Mais aussi de renforcer les capacités des institutions productrices de données migratoires par l'acquisition des outils adéquats et l'aménagement des bureaux afin de leur permettre de mieux exécuter leurs missions.

À long terme, il est particulièrement recommandé de recruter les fonctionnaires du circuit de production des données statistiques et de recruter les fonctionnaires ayant une expertise et formation adéquates en gestion des données et analyse statistique ainsi que former régulièrement les membres clés du personnel ayant des rôles à responsabilité dans la gestion des données (administrateurs des bases de données). Cela nécessite que les coûts des formations soient inclus dans le budget annuel de chaque institution. Le développement des capacités en matière de gestion des données et d'informatique devrait être systématiquement vu comme un processus continu en raison de logiciels et matériel technique devenant rapidement obsolète.

La mise en œuvre de toutes les recommandations contenues dans cette étude appelle une mobilisation urgente de ressources tant humaines, logistiques que financières et l'implication active des autorités non seulement administratives mais aussi et surtout politique sans quoi, il ne s'agira que d'un rapport en plus.

¹ Ministère du Plan, *Document de la Stratégie de Croissance et de Réduction de la pauvreté, deuxième génération*, paragraphe 180, P 61.

² Ministère du Plan et Suivi de la Mise en œuvre de la Révolution de la Modernité, Institut National de la Statistique, *Elaboration de la Stratégie Nationale de développement de la Statistiques, Etat des lieux du système statistique National (SSN)*, Kinshasa, RDC, 2012.

2. MÉTHODOLOGIE ET OBJECTIFS

L'information contenue dans cette évaluation a été recueillie grâce à des entretiens guidés par les questionnaires appliqués aux représentants de plusieurs institutions gouvernementales travaillant sur des questions liées à la migration.

En effet, d'une part les entretiens susdits ont été réalisés dans 10 institutions sur les 18 identifiées tandis que, d'autre part, des informations ont également été obtenues en recourant à la recherche documentaire. La revue documentaire s'est basée sur la collecte systématique de la documentation disponible ayant trait aux phénomènes migratoires, un intérêt particulier a été porté sur la documentation ayant trait à la gestion des données statistiques tant au niveau international qu'à celui national (RDC). En définitive, des documents pertinents, des textes légaux (lois au sens large et strict), des rapports tant administratifs que scientifiques ont été examinés et analysés dès lors qu'ils présentaient une accointance évidente avec la migration et les données statistiques migratoires.

En sus des entretiens et de la recherche documentaire, l'étude a été enrichie par les membres du Comité consultatif national (CCN) et ceux du sous-groupe thématique créé au sein du CCN. Toutes les parties prenantes ont donc été impliquées durant le processus par leurs commentaires, observations ou apportant des informations supplémentaires. Deux ateliers, impliquant tous les membres du CCN, ont été organisés pour assurer une participation de tous. Le premier (13 août 2012) portait sur la présentation de l'approche méthodologique et des objectifs de l'évaluation alors que le second (3 septembre 2012) était axé sur la restitution de l'état d'avancement de l'évaluation et sur les recommandations provisoires.

Tableau 1 : Liste des institutions productrices de données migratoires

| Institutions | Les critères d'inclusion dans l'étude | Entretiens |
|--|--|---|
| Banque centrale du Congo | Institution spécialisée sous la tutelle du Ministère des Finances, produit les données relatives aux transferts de fonds internes et internationaux. Les messageries financières soumettent leurs rapports à la BCC car elles effectuent des opérations financières par délégation du pouvoir de la BCC. | Interviewée |
| Commission nationale pour les réfugiés | Institution spécialisée relevant du Ministère de l'Intérieur, collecte les données relatives au statut de réfugié ainsi que sur toute situation d'afflux de réfugiés ou de demandeurs d'asile vers la RDC. Récemment mandatée pour s'occuper de déplacés internes. | Interviewée |
| Direction des Congolais de l'Etranger | Institution spécialisée sous la tutelle du Ministère des Affaires Etrangères, a le mandat de collecter les données relatives à la diaspora congolaise, les migrants de retour, les expulsés. | Interviewée |
| Direction de l'Emploi | Elle relève du Ministère du Travail, de la Prévoyance Sociale. Elle collecte les données relatives aux travailleurs migrants. C'est cette direction qui enregistre les demandes de carte de travail pour étrangers et prépare les dossiers à soumettre à la Commission de l'Emploi des Etrangers. | Interviewée |
| Direction générale des Impôts | Sous la tutelle du Ministère des Finances, cette institution collecte certaines données dans la catégorie des transferts de fonds. | Données collectées par recherche documentaire |
| Direction générale de la Migration | Institution spécialisée relevant du Ministère de l'Intérieur, produit les données relatives aux entrées et sorties du territoire national ainsi que sur les séjours des étrangers sur le territoire national. | Interviewée |
| Direction générale des Recettes administratives, judiciaires, domaniales et de Participation | Sous la tutelle du Ministère des Finances et situé dans chaque service étatique générateur de recettes. Elle perçoit différentes taxes dues au trésor public. Une étude de son rapport annuel peut contribuer à obtenir certaines données migratoires. | Données collectées par recherche documentaire |
| Institut national de Statistiques | Sous la tutelle du ministère du Plan, c'est l'organe central du Système Statistique National (SSN) en RDC qui rassemble et analyse, principalement pour le compte du gouvernement, les informations statistiques nécessaires à sa politique démographique, économique et sociale. | Interviewé |

| | | |
|---|---|---|
| Ministère des Affaires étrangères, Coopération internationale et Francophonie | Cette institution produit les données relatives aux diasporas congolaises. Elle délivre les passeports. Ce ministère est l'autorité de tutelle des ambassades qui, en principe, collectent les données relatives aux Congolais vivant à l'étranger. C'est en son sein que le Gouvernement congolais a créé la Direction des Congolais de l'étranger. | Interviewé |
| Ministère de l'Economie et du Commerce | Ce ministère collecte les données sur les transferts des fonds, et plus précisément les marchandises et tout bien entrant et sortants de la RDC. Au travers de l'Office congolais de contrôle qui est sous sa tutelle, il inspecte essentiellement la qualité des biens entrant et sortant de la RDC. | Données ont été obtenues partant de la loi et documentation |
| Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Prévoyance sociale | Ce ministère produit les données relatives aux travailleurs migrants. Il est le ministère de tutelle de l'Institut National de la Sécurité Sociale, lequel étudie la question de la portabilité de la sécurité sociale. Ce ministère a en son sein la Direction de l'Emploi où sont déposées les demandes de cartes de travail pour étranger. | Interviewé |
| Ministère des Finances | Ce ministère collecte les données relatives aux transferts de fonds à travers les institutions spécialisées sous sa tutelle notamment la BCC, la Direction générale de Douanes et Accises, la Direction générale des Recettes administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participation, la Direction générale des Impôts. | Données obtenues partant de la loi et entretien à la BCC |
| Ministère de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires coutumières | Cette entité produit les données relatives au volume de la population, aux mouvements des populations à l'intérieur du pays, aux réfugiés et demandeurs d'asile, à l'entrée et la sortie du territoire national, au séjour des étrangers. Ministère de tutelle de la DGM et de la CNR. | Interviewé |
| Ministère du Plan et Suivi de la mise en œuvre de la Modernité | Ce ministère publie les données statistiques produites par tous les ministères et services sectoriels. C'est l'autorité de tutelle de l'INS et de l'ANAPI qui détient des informations relatives aux Congolais de l'étranger désirant investir en RDC. Toutes les données collectées par les institutions ayant attrait à la migration doivent être transmises à l'INS pour contrôle avant diffusion. | Données ont été obtenues partant de la loi et entretien à l'INS |
| Ministère de la Santé publique | Ce ministère collecte des données relatives à la santé des migrants. | Données collectées par recherche documentaire |
| Programme national d'Hygiène aux Frontières | Sous la tutelle du Ministère de la Santé publique. Il produit les données sur les pandémies potentielles ou épidémies de migrants entrants ou sortants de la RDC. | Données collectées par recherche documentaire |

3. LA DISPONIBILITÉ ET LES SOURCES DES DONNÉES SUR LES MIGRATIONS

Les données sur les migrations en RDC sont largement inaccessibles pour le public en général. Les institutions productrices de données conservent souvent les données et l'accès d'autres institutions est limité. De plus, des lacunes existent en termes d'infrastructures technologiques et de communication ainsi qu'en termes de ressources financières et humaines. Cela entraîne notamment que les opérations relatives au recensement des étrangers, recensement de la population, contrôle de la véracité des informations relatives au transfert des fonds, etc. sont financées par les partenaires extérieurs. Finalement, les données sont considérées confidentielles et les institutions gouvernementales qui produisent les données migratoires ne les partagent pas avec d'autres entités publiques, avec des chercheurs ou avec d'autres acteurs.

Ci-dessous quelques faits marquants caractéristiques de l'inaccessibilité des données migratoires en RDC:

A) RECENSEMENT ET ENQUÊTES AUPRÈS DES MÉNAGES

À cause des contraintes logistiques et financières, la RDC n'a plus organisé de recensement de la population depuis 1984. Même alors, le dernier recensement de 1984 n'a pas pris en compte les phénomènes migratoires. Aucune donnée relative à la migration ne peut y être trouvée.

L'enquête nationale 1-2-3 de la RDC réalisée par l'INS entre 2004-2005 ne renseigne que deux points qui se rapportent uniquement à la migration interne et qui stipulent ce qui suit :

« La migration est presque exclusivement un phénomène national (98 % des migrants proviennent de l'intérieur du pays). L'origine interne géographique varie selon le milieu de résidence : si les trois quarts des migrants étaient déjà citoyens avant de s'installer dans la capitale par exemple, en revanche en milieu rural, les migrants proviennent aussi en grande partie d'autres villages (61 %). Cette caractéristique se traduit par une population de migrants nettement plus âgée : leur moyenne d'âge est de 41 ans à Kinshasa et de 32 ans au niveau national. En général, plus d'un migrant sur deux met en avant le désir de rejoindre sa famille (55 % au niveau national), poursuivre ses études (20 % dans la capitale) ou chercher un emploi (12 % en milieu urbain) sont également d'autres motifs de migration. Enfin, ceux qui déclarent avoir été « déplacés de guerre » ou qui sont revenus vivre dans leur localité représentent 14 % des migrants au niveau national. »³

« Les taux d'activité varient sensiblement suivant l'origine migratoire des individus. Alors que sur l'ensemble de la population totale, 16 % sont des migrants, ces derniers représentent 22 % de la population en âge de travailler et près de trois actifs sur dix. Le taux d'activité des migrants (71,8 %) est systématiquement supérieur à celui des natifs (57,8 %), reflétant l'attraction que représentent les villes en matière d'emploi et donc comme motif de migration. Finalement, quel que soit le milieu, les migrants sont majoritaires parmi les actifs, ce qui met en lumière leur contribution déterminante à l'économie locale. »⁴

Il faut souligner que cette enquête n'a pas une périodicité constante. La prochaine enquête 1-2-3 sur la pauvreté en RDC a été lancée en 2012 et est toujours en cours. Les résultats de l'enquête sont disponibles au bureau de l'INS et dans certains sites web partenaires notamment : <http://www.dial.ird.fr/>.

B) REGISTRES

Registre de la population

En RDC, comme déjà dit précédemment, aucun recensement n'a été organisé depuis 1984. Le registre de la population qui comprend d'une part la population congolaise et de l'autre la population étrangère est mis à jour lorsque le Congolais va solliciter les actes d'état civil ou lorsque l'étranger va déclarer sa résidence. Parlant des étrangers, il ne s'agit que de ceux détenteurs d'un visa d'établissement. Ceux-ci ont obligation légale de faire déclaration de leur résidence dans les six jours après obtention dudit visa ou lorsqu'ils changent d'adresse. Dans la réalité, très peu accomplissent cette formalité au niveau du bureau communal de la résidence. Ceci contribue à ce que les registres de la population en RDC ne reflètent pas la réalité.

Les données ne sont pas transmises à l'INS malgré l'imposition de la loi. En fait, le décret prévoit que tous les producteurs de données les transmettent à l'INS pour contrôle avant diffusion. Cependant la disposition du décret n'est pas assortie des mesures d'application. Cela a comme conséquence que les modalités de transmissions ne sont pas connues et il n'existe pas de métadonnées.

³ <http://www.dial.ird.fr/enquetes-statistiques/enquetes-1-2-3>.

⁴ <http://www.dial.ird.fr/enquetes-statistiques/enquetes-1-2-3>.

Registre des étrangers

Chaque bureau communal tient un registre des étrangers résidant dans son périmètre. L'article 5 de l'ordonnance n° 87-281 portant sur les mesures d'exécution de l'ordonnance-loi n°83-033 du 12 septembre 1983 relative à la police des étrangers dispose que tout étranger qui change de résidence est tenu de le signaler au bourgmestre de la commune ou à l'autorité territoriale la plus proche qui en informe le bourgmestre de la commune.

En RDC est résident tout étranger détenteur d'un visa d'établissement. Il existe cinq catégories de visas d'établissement désignés comme suit:⁵

- a) visa d'établissement ordinaire ;
- b) visa d'établissement de travail ;
- c) visa d'établissement de travail spécifique ;
- d) visa d'établissement pour études et mineurs ;
- e) visa d'établissement matrimonial ;
- f) visa d'établissement spécial ;
- g) visa d'établissement permanent ;
- h) visa d'établissement missionnaire.

Les visas d'établissement sont délivrés sur décision du Directeur général de la DGM. C'est au niveau de la DGM que se trouve la base de données des étrangers résidents.

Le service des étrangers résidents est en train d'être informatisé. La DGM a commencé par enregistrer les anciens cas pour arriver aux cas récents pour une mise à jour complète. Aucun recensement des étrangers n'est intervenu depuis 1998. Les données y afférentes se trouvent au niveau de la direction de la chancellerie et de la police des étrangers. Si la mise à jour et l'informatisation du service en charge des étrangers résidents et la saisie des anciens cas dans le système sont réalisées, le calcul du stock sera rendu possible et aisé.

Le rapport annuel de la DGM contenant les statistiques n'est pas publié et il n'est partagé qu'avec quelques institutions de manière restrictive et sporadique. L'INS ne reçoit pas ce rapport. Il est partagé avec le ministère de tutelle et la Présidence de la République. Ce rapport est considéré comme très confidentiel.

Registre consulaire

A l'occasion des premières assises des Congolais de l'étranger et du forum économique des diasporas congolaises, tenus successivement en 2007 et 2009, il a été noté que toutes les ambassades et consulats de la RDC tiennent un registre consulaire. Cependant, il a aussi été regrettable de remarquer que peu des Congolais vivant à l'étranger sollicitent leur inscription dans ce registre.

En effet, l'inscription au registre consulaire offre l'avantage d'avoir une fiche de renseignements contenant tous les détails du requérant ainsi que tous ses contacts pour permettre à l'Ambassade de lui assurer toute protection requise conformément à la Convention de Vienne de 1961. Pour s'inscrire au registre consulaire, les Congolais résidant à l'étranger doivent présenter les documents suivants:

- a) Attestation ou Acte de naissance légalisé ;
- b) Certificat ou Attestation de nationalité ;
- c) Passeport et carte de résidence.

En dehors du fait que très peu de Congolais se présentent aux ambassades pour s'y faire enregistrer, le fonctionnement des Ambassades qui n'envoient aucun rapport à ce sujet a été fortement critiqué. Le Gouvernement de la RDC ne connaît pas les statistiques des Congolais vivant à l'étranger. Aucun recensement de cette catégorie des étrangers n'a été organisé jusqu'à ce jour. Le rapport n'est pas partagé avec l'INS. Il n'est pas encore possible de calculer le stock sur cette base.

Registre des réfugiés

La loi n°021/ 2002 du 16 octobre 2002 portant sur le statut de réfugiés en République démocratique du Congo attribue à la Commission Nationale pour les réfugiés le mandat de la gestion des réfugiés.

Il est prescrit à l'article 8 alinéa trois de la loi précitée que « dans l'accomplissement de ses tâches, la Commission Nationale pour les Réfugiés coopère étroitement avec le Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés, ainsi qu'il est prévu à l'article de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés et à l'article VIII de la Convention de l'OUA du 10 septembre 1969 régissant les aspects propres aux problèmes des réfugiés en Afrique. »

⁵ Articles 5 et 6 l'ordonnance n° 87-281 portant mesure d'exécution de l'ordonnance-loi 83-033 du 12 septembre 1983 relative à la police des étrangers.

Dans la pratique, c'est le Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés en RDC qui gère la base des données de réfugiés. Selon le Secrétaire Permanent de la CNR, répondant aux questions d'enquêtes dans le cadre de la présente évaluation, les discussions sont en cours pour que le HCR leur transmette cette base des données. La base des données est mise à jour régulièrement par le HCR mais n'est pas transmise à la CNR. Le transfert n'est pas encore effectué, vraisemblablement, car il y a des préalables à remplir notamment la formation des fonctionnaires ou agents de la CNR sur la gestion de la base de données et complément d'information sur la collecte des données, mais aussi l'acquisition de l'infrastructure technologique de l'information et communication. C'est le HCR qui publie le stock de réfugiés en RDC.

Système d'état civil

Toutes les naissances, les mariages et les décès sont inscrits dans un registre de l'état civil distinct, qualifié de registre de naissance, de mariage, de décès.⁶ Les autres faits ou actes concernant l'état des personnes sont inscrits dans un registre supplétoire et font également l'objet d'une mention éventuelle aux autres registres, sur base des dispositions spéciales prévues par la loi.

Les registres sont clos et arrêtés par l'officier de l'état civil à la fin de chaque année et dans les deux mois, l'une des parties du registre est déposée aux archives de la collectivité ou de la commune urbaine ou rurale, l'autre au greffe du tribunal de grande instance et la dernière partie au bureau central des actes de l'état civil auprès du Ministère de la Justice à Kinshasa.⁷ A la clôture de chaque registre, l'officier de l'état civil dresse une table alphabétique des actes qui y sont contenus, avec indication de leur date et de leur numéro de référence. Cette table alphabétique est envoyée également en copie au greffe du Tribunal de Grande Instance et au Bureau des actes de l'état civil auprès du Ministère de la Justice à Kinshasa.⁸

La résidence est constatée par la délivrance d'une attestation de résidence. Il n'existe pas un registre de résidence ou domicile pour les nationaux. Une fois l'attestation délivrée, elle est enregistrée dans le bureau communal, non pas pour des raisons de statistiques de la population de la commune mais pour la comptabilité des actes délivrés afin de comparer aux recettes réalisées. Aucune mise à jour n'est faite. Les données ne sont pas transmises à l'INS.

C) AUTRES SYSTÈMES DE DONNÉES ADMINISTRATIVES

Carte de résidence

L'article 6 de l'ordonnance-loi n° 83-033 du 12 septembre 1983 relative à la police des étrangers prescrit que « L'étranger qui séjourne en RDC pour une durée supérieure à six mois doit être muni d'une carte de résidence ».

D'autre part, l'article 4 de l'ordonnance n° 87-281 portant sur les mesures d'exécution de l'ordonnance-loi n°83-033 du 12 septembre 1983 relative à la police des étrangers dispose aussi que « L'étranger désireux de séjourner en RDC pour une durée dépassant six mois est tenu de produire, pour obtenir un visa d'établissement, une carte de travail obtenue dans les conditions fixées par la législation du travail ou, en ce qui concerne les professions soumises à une police spéciale, un titre d'agrément pour exercer sa profession ou justifier de toutes autres conditions fixées ci-après pour l'obtention des visas concernant son séjour».

L'annexe à loi n° 04/015 du 16 juillet 2004 fixant la nomenclature des actes générateurs des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations ainsi que leurs modalités de perception, stipule que la taxe relative à la délivrance de la carte de résidence est perçue par le Ministère de l'Intérieur tandis que la taxe due pour l'obtention du visa d'établissement est perçue par la DGM.

Il se dégage de ce qui précède qu'il y a deux sources des données relatives aux étrangers résidents, d'une part le Ministère de l'Intérieur qui délivre la carte de résidence et d'autre part la DGM qui délivre le visa d'établissement. Pour plus de clarté, il sied de savoir que la carte de résidence est sollicitée après avoir obtenu le visa d'établissement.

Si la DGM est en train de s'équiper pour mettre à jour sa base des données, au Ministère de l'Intérieur les données sont collectées dans un registre. La mise à jour est progressive, au fur et à mesure que les étrangers obtiennent la carte de résidence. Cependant ces données ne sont ni publiées ni transmises à l'INS. Si elles sont rendues disponibles, le calcul du stock des étrangers résidents sera possible.

⁶ Code de la famille congolais, article 82.

⁷ Code de la famille congolais, article 83.

⁸ Code de la famille congolais, article 83.

Carte de travail pour étranger

Cette carte est délivrée par le Ministère de l'Emploi, Travail et Prévoyance Sociale. Il est dressé au sein de la Direction de l'Emploi un rapport relatif aux demandes de cartes et de statistiques de cartes délivrées. Ce rapport sous forme de tableau synthèse renseigne la nationalité des étrangers demandeurs ou ayant obtenu la carte, le secteur d'activités, le total de rejet et d'octroi de la carte. La mise à jour des statistiques est mensuelle et régulière. Le rapport annuel du ministère de l'emploi ne renseigne que le stock total sans autre détail. Les statistiques ne sont pas partagées avec l'INS.

Demande de statut de réfugié

Les demandes de statut de réfugié sont, conformément à la loi enregistrées soit par le HCR soit par la CNR. Les deux institutions partagent généralement cette catégorie d'information. Les données sont ventilées par pays d'origines des demandeurs, par sexe et par âge. La CNR soumet son rapport annuel au Ministère de l'Intérieur sans le transmettre à l'INS.

La traite des êtres humains

La RDC, avec l'appui du gouvernement américain, est en train de former les fonctionnaires sur ce phénomène et d'effectuer des enquêtes à l'issue desquelles un rapport sera publié. Ce rapport sera le premier document avec des données chiffrées sur la traite des êtres humains en RDC. Pour l'instant aucune donnée officielle n'est disponible.

Balance de paiement de la BCC

La BCC publie, comme dit précédemment, un rapport annuel avec les données chiffrées sur le volume de transfert de fonds assorti d'une comparaison entre les volumes de transferts des années antérieures. Ce rapport est mis à la disposition du public en version imprimée moyennant environ quatre-vingt-dix dollars américains.

D) DONNÉES COLLECTÉES AUX FRONTIÈRES

Sur les 168 postes frontières et frontaliers en RDC, huit seulement sont informatisés avec le logiciel de capture des données sur le passeport numérique. Les autres postes collectent les données en recourant au registre en papier.

Les données collectées à la frontières sont ventilées par : nom de la personne, nationalité, pays de provenance, type de visa, motif de voyage, résidence en RDC et dans le pays d'origine, profession et moyen de transport.

La DGM dispose de centres de transit à Kinshasa avec une capacité de 80 personnes. Lorsqu'il existe des soupçons qu'un étranger est entré ou séjourne de manière irrégulière en RDC, celui-ci est interpellé et reconduit à la frontière. Cette catégorie d'information est contenue dans le rapport annuel de la DGM cité précédemment. Les migrants en situation irrégulière sont classés par pays de provenance et par nationalité. De plus, la DGM fournit au Ministère de l'Intérieur des rapports journaliers des inadmissions, des refoulements et des reconduites à la frontière.

La législation congolaise soumet à la même rigueur l'entrée comme la sortie. Il est prescrit à l'article 3 de l'ordonnance n°83-164 portant sur les mesures d'exécution de l'ordonnance-loi n°83-033, du 12 septembre 1983, relative à la police des étrangers qu'« à sa sortie du territoire national, l'étranger doit apporter la preuve qu'il a séjourné régulièrement en RDC et doit produire des documents exigés pour entrer au pays de destination. » Dans la pratique, des voyageurs sont souvent empêchés de sortir en application de ces dispositions. Tous ces cas font l'objet des rapports internes non publiés mais transmis à l'autorité de tutelle par la DGM.

Après analyse, les informations suivantes relatives à la migration sont contenues dans les différents rapports annuels des institutions identifiées précédemment :

- Estimation des étrangers résidents ;
- Estimation du stock de la population ;
- Estimation des étrangers entrant et sortant du territoire national ;
- Estimation du nombre d'émigrants internes ;
- Stock de réfugiés ;
- Estimation du nombre d'immigrants internes ;
- Stock de demandeurs d'asile ;
- Nombre de visas d'établissement ;
- Estimation du nombre de congolais à l'étranger ;
- Déplacés internes – estimation ;
- Volume de transferts de fonds internationaux et internes ;
- Nombre de visas par catégorie ;
- Volume de transferts de fonds (biens et marchandises) ;
- Nombre de congolais expulsés ;
- Travailleurs migrants par secteur d'activités, stock ;
- Quelques associations de Congolais à l'étranger.

En RDC, aucune analyse des données migratoires n'a souligné l'incidence mesurable de la migration sur le développement.

Tableau 2 : Ensembles de données et catégorie de migrants/type de migration

| Institutions | Ensembles de données | Données produites | Catégorie de migrants/ Type de migration |
|--|----------------------|--|---|
| Banque Centrale du Congo | Rapport annuel | Transfert de fonds, stock | Diaspora |
| Commission nationale pour les réfugiés | Rapport annuel | Réfugiés par pays d'origine stock Réfugiés par sexe, stock | Réfugiés |
| Direction des Congolais de l'étranger | Rapport annuel | Diasporas, estimation générale | Diasporas |
| Direction de l'Emploi | Rapport annuel | Travailleurs migrants en situation régulière, stock Travailleurs migrants par nationalité, stock Travailleurs migrants par secteur d'activité, stock Travailleurs migrants en situation irrégulière, estimation | Travailleurs migrants |
| Direction générale de Douanes et Accises | Rapport annuel | Transferts de fonds, véhicules, venants de l'étranger, aucune précision sur le transfert effectué par les diasporas | Emigrants Immigrants |
| Direction générale des Impôts | Rapport annuel | Transferts de fonds, véhicules, venants de l'étranger, aucune précision sur le transfert effectué par les diasporas | Immigrants |
| Direction générale de Migration | Rapport annuel | Emigrants réguliers, stock Emigrants irréguliers, stock Immigrants réguliers, stock Immigrants irréguliers, stock | Emigrants Immigrants |
| Direction générale des Recettes administratives, judiciaires, domaniales et de Participation | Rapport annuel | Transferts de fonds, véhicules, venants de l'étranger, aucune précision sur le transfert effectué par les diasporas | Immigrants |
| Institut national de Statistiques | Enquête 1-2-3 | Migration interne estimation; | Migrants internes |
| Office congolais de Contrôle | Rapport annuel | Transferts de fonds, véhicules, venants de l'étranger, aucune précision sur le transfert effectué par les diasporas | Emigrants Immigrants |
| Ministère des Affaires étrangères, Coopération internationale et Francophonie | Rapport annuel | Diasporas, estimation | Diasporas |
| Ministère de l'Economie et du Commerce | Rapport annuel | Transfert de fonds, pas de stock | Emigrants Immigrants |
| Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Prévoyance sociale | Rapport annuel | Travailleurs migrants en situation régulière, stock Travailleurs migrants par nationalité, stock Travailleurs migrants par secteur d'activité, stock Travailleurs migrants en situation irrégulière, estimation | Travailleurs migrants |
| Ministère des Finances | Rapport annuel | Transfert de fonds financiers, pas de précision sur les envois effectués uniquement par les diasporas Transfert de fonds en bien, pas de précision sur les envois effectués uniquement par les diasporas | Diasporas |

| | | | |
|--|----------------|---|-------------------------------------|
| Ministère de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires coutumières | Rapport annuel | Migrants réguliers, estimation Migrants irréguliers, estimation Réfugiés, stock | Emigrants, Immigrants |
| Ministère du Plan et Suivi de la mise en œuvre de la Modernité | Rapport annuel | Stock | Emigrants Immigrants Réfugiés |
| Ministère de la Santé publique | Rapport annuel | Voyageurs venant de l'étranger sans vaccination contre la fièvre jaune (classement par pays de provenance), stock | Emigrants Immigrants |
| Programme National d'Hygiène aux frontières | Rapport annuel | Voyageurs venant de l'étranger sans vaccination contre la fièvre jaune (classement par pays de provenance), stock | Emigrants Immigrants |

Les données collectées par les institutions productrices de données migratoires telles que décrites dans le tableau 1 sont disponibles dans les rapports annuels de chacune d'elles. Toutefois, ces rapports annuels ne fournissent pas toujours de manière claire les informations relatives à la migration. Il n'existe presque pas de chapitres ou sections dédiés spécialement aux données migratoires à l'exception notamment du rapport annuel de la BCC qui comporte une section sur les volumes de transfert de fonds. C'est aussi le cas du rapport annuel du Ministère du Travail qui contient un chapitre réservé au volume de travailleurs migrants.

4. LA GESTION DES DONNÉES MIGRATOIRES

Nonobstant le caractère transversal de la migration, il ressort de l'ordonnance n°12/008 du 11 juin 2012 fixant les attributions des ministères que sept ministères repris dans le tableau 1 ci-dessous ont, dans leurs compétences directes, la gestion des données migratoires en RDC. Du fait de leurs attributions organiques, 11 autres institutions ont aussi un rôle dans la gestion des données migratoires.

A) PRATIQUES ACTUELLES DE LA GESTION DES DONNÉES

La majorité des institutions identifiées n'ont pas de base de données digitale. Les données sont sous format digital seulement dans les 4 institutions pourvues de base des données informatisée (la DGM, la DGDA, l'OCC ainsi que l'INS).

Le reste des institutions utilisent des systèmes à base de papier et les données sont saisies à l'aide d'un logiciel de traitement de texte (MS Office). Elles sont imprimées sous forme de rapport papier mais ne sont pas conservées dans un serveur.

Le tableau 3 ci-dessous présente le format sous lequel les données peuvent être trouvées dans les institutions. Les données existent sous format digital et/ou papier.

Tableau 3 : Le format des données migratoires

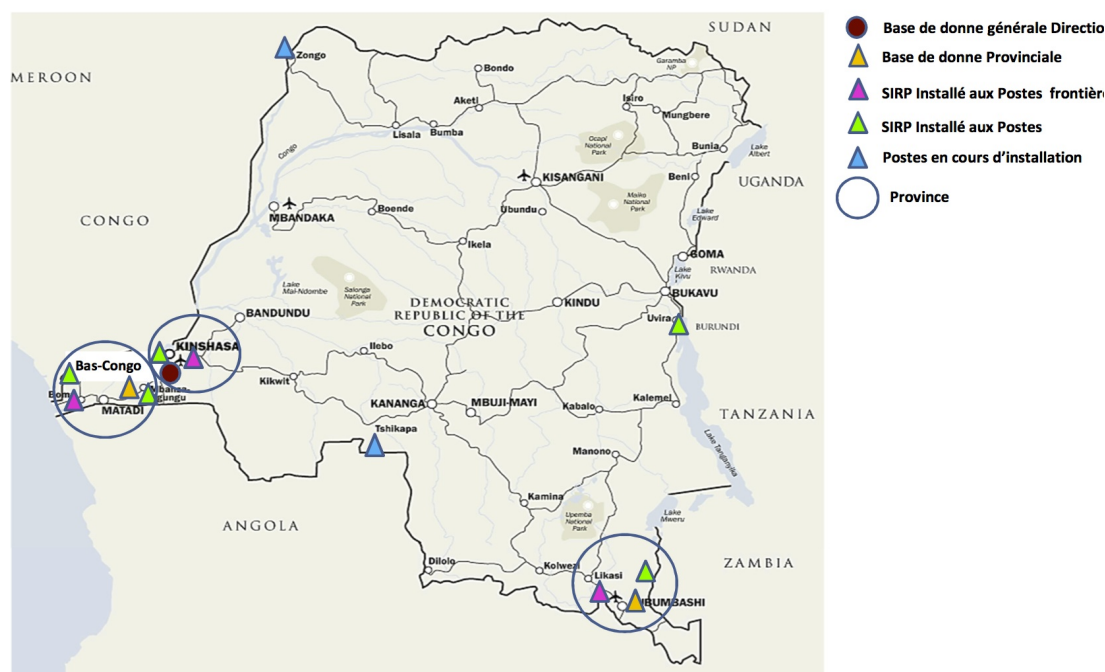
| Institutions | Digital | Papier |
|--|---------|--------|
| Migration interne et internationale | | |
| Ministère de l'intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires coutumières | | X |
| Ministère des Finances | | X |
| Ministère du Plan et Suivi de la mise en œuvre de la Modernité | | X |
| Institut national de Statistiques | X | X |
| Direction générale de Migration | X | X |
| Banque centrale du Congo | | X |
| Migration internationale | | |
| Ministère des Affaires étrangères, Coopération internationale et Francophonie | | X |
| Ministère de l'Economie et du Commerce | | X |
| Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Prévoyance sociale | | X |
| Direction des Congolais de l'étranger | | X |
| Direction générale de Douanes et Accises | X | X |
| Ministère de la Santé publique | | X |
| Office congolais de Contrôle | X | X |
| Programme national d'Hygiène aux Frontières | | X |
| Commission nationale pour les Réfugiés | | X |
| Direction de l'Emploi | | X |
| Direction générale des Impôts | | X |
| Direction générale des Recettes administratives, judiciaires, domaniales et de Participation | | X |

La plupart des institutions collectent leurs données en utilisant des formulaires et transcrivent manuellement les informations dans des registres ou papiers volants. Ensuite ces informations sont saisies à l'aide d'un logiciel de tableur ou de traitement de texte (MS Word ou Excel) et, enfin, imprimées en forme de rapport partagé avec l'autorité hiérarchique et finalement archivé.

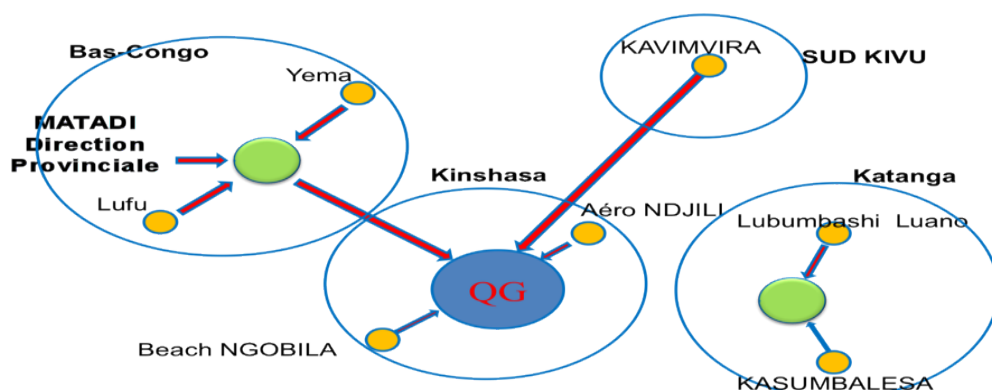
La Direction Générale de Migration possède deux bases de données au niveau central. Une base de données des entrées et sorties et l'autre base de données de séjour.

S'agissant de la base de données des entrées et sorties, la DGM utilise pour l'alimenter le Système d'Identification et Reconnaissance des Personnes (SIRP). Ce système n'est installé qu'à deux aéroports, Ndjili à Kinshasa et Luano à Lubumbashi, et six postes frontaliers.

Figure 1 : Carte de l'installation du SIRP en RDC



Source : OIM RDC.

Figure 2 : Réseau à la Direction Générale de Migration⁹

Source : IOM, 2011.

Le SIRP est un système de recueil de données aux frontières qui permet la collecte, le traitement, l'enregistrement et le partage des informations des voyageurs transitant par les points d'entrée et de sortie du territoire. La mise en ligne des informations recueillies par tous les postes frontières connectés au système sur la base de données centrale du SIRP favorise le partage de l'information et la coordination interservices, et contribue à améliorer la gestion des flux transfrontaliers. Les données collectées et analysées permettent d'évaluer l'ampleur des mouvements transfrontaliers et d'ajuster l'affectation des ressources humaines et financières aux frontières en conséquence. Le système constitue ainsi une ressource majeure pour le développement des politiques migratoires.¹⁰

Le SIRP assure les fonctions suivantes :

- Saisie manuelle et automatique des données des voyageurs et véhicules, bateaux et avions à l'entrée et à la sortie du territoire, telles que photographie et empreinte digitale;
- Extraction et enregistrement des données voyageurs, des documents d'identité et des passeports lisibles à la machine ;
- Comparaison, enregistrement et extraction de données;
- Enregistrement des informations sur la base de données SIRP, transfert et partage des données entre postes frontières et quartier général;

⁹ Cette figure présente le réseau de communication de la DGM. Il s'agit de la communication entre les postes frontières et frontaliers informatisés serveur central situé à Kinshasa. Mais aussi la communication entre ces postes et le serveur provincial pour le cas du Katanga et du Bas-Congo.

¹⁰ PIRS User Guide, *PIRS The personal identification and registration system developed by the International Organization for Migration to support Enhanced Migration Management.*

- Production de rapports personnalisables pour les besoins d'analyse (sur base journalière, hebdomadaire, mensuelle ou annuelle, renseignant sur la nationalité, le sexe, l'âge etc.);
- Connective avec les listes d'alertes nationales et internationales. Le SIRP peut être connecté au système de communication mondial d'Interpol I-24/7 et sa base de données de documents de voyage volés et perdus.

Le SIRP est installé sur des ordinateurs de bureau et mis en ligne sur serveur. Chaque station SIRP est constituée d'un ordinateur relié à un lecteur de passeports, une webcam, et un lecteur d'empreinte digitale. Le logiciel et les équipements ont été conçus pour être aisément déployés dans des zones reculées et peuvent être installés dans des véhicules de patrouille. L'interface est actuellement disponible en anglais et en français, mais peut être adaptée en fonction d'autres besoins linguistiques.

L'interface intuitive du SIRP présente des champs spécifiques à compléter par les agents en service aux frontières. Connecté au lecteur de passeports, le système extrait automatiquement les données des documents de voyage lisibles à la machine. Une fois la webcam et le lecteur d'empreinte digitale connectés, la photographie et l'empreinte digitale des voyageurs sont saisies. Cette automatisation du recueil des données réduit considérablement la charge de travail aux frontières et permet de réallouer les efforts à d'autres tâches.

Les autres 160 postes frontaliers et frontières ont recours au système de collecte des données empiriques. Les données sont inscrites dans des registres-papier. L'installation d'un système informatisé de collecte de données semble la meilleure solution en termes de fiabilité, de possibilité d'archivage et de conservation efficace des données et ainsi que pour assurer leur partage ou transmission de même que l'identification des personnes inscrites sur la liste alerte. Il s'agit concrètement d'acquérir des ordinateurs, lecteurs des passeports, imprimantes, scanners et les installer pour capturer les données.

La base des données est constituée des éléments suivants : type de document ; pays d'origine ; numéro du document ; noms ; nationalité ; date de naissance ; sexe, date d'expiration du document, date d'entrée, raison d'entrée, adresse résidence.

L'INS en tant que structure principale de l'Etat congolais dans la production des annuaires statistiques utilise les bases de données suivantes :

IMIS-RDC: IMIS est un acronyme qui signifie « Integrated Management Information System » ou Système Intégré de Gestion d'Informations. C'est un outil important pour le pays : il produit des données intégrées et désagrégées pour la formulation, le suivi/évaluation de politiques et programmes de développement accessibles à tous les niveaux par les utilisateurs. Il est mis en place à partir des données brutes multisectorielles issues des différentes enquêtes (MICS 1 et 2, enquêtes EDS, 1-2-3 et Analyse participative de la pauvreté) et autres enquêtes à venir.

RDCongolInfo: DevInfo est un puissant système de base de données utilisé pour la compilation et la diffusion de données sur le développement humain. Il a évolué vers des systèmes de bases de données d'aide à la prise de décision basée sur l'information et favorisant l'utilisation de données pour la défense du développement humain. Il a été élaboré par l'UNICEF en collaboration avec le système des Nations Unies afin d'aider les Nations Unies et les États Membres à suivre les progrès réalisés vers les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

La DGDA et l'OCC n'ont pas transmis au consultant chargé de l'évaluation la description de leurs bases de données numériques.

B) LE CONTRÔLE DE QUALITÉ

Le contrôle de qualité n'est pas systématique ou régulier. Quoique la législation en matière de statistique en RDC prévoit que l'INS ait le mandat de contrôler la qualité des données, dans la pratique les données migratoires ne sont pas contrôlées car non transmises à ce dernier.

La BCC, par exemple, effectue le contrôle de qualité des données relatives au transfert de fonds en effectuant des missions dans les bureaux de la messagerie concernés afin de comparer les données transmises et les livres de celle-ci. Dans certains cas, le contrôle se fait après que le rapport annuel de la BCC soit publié.

Dans le même sens et à titre purement illustratif, le contrôle de données relatives aux entrées et sorties se fait à la saisie pour les postes frontaliers et frontières informatisés avec le logiciel SIRP. Cependant, pour les autres postes frontières et frontaliers, soit 160 sur 168 officiels qui collectent les données sur un registre-papier, le contrôle n'est presque pas possible. Il est effectué dans certains cas à la demande de la hiérarchie.

A l'analyse du SSN congolais, le contrôle ultime se fait à l'INS. Faut-il encore que les données lui soient transmises.

C) LA PROTECTION DES DONNÉES

La protection des données est limitée. Seules les quatre institutions ayant une base de données digitale ont un système minimum de protection des données. L'accès à leurs bases de données se fait par mot de passe avec un accès limité selon le grade des agents ou fonctionnaires dans l'institution. Il a été constaté que pour les institutions n'ayant pas de bases de données digitales, les données sont saisies sur n'importe quel ordinateur disponible dans leurs bureaux, très souvent non protégé par des antivirus. Mais plus encore, il s'agit d'ordinateurs accessibles à tous les fonctionnaires. Il n'y a donc pas de possibilité de suivre les modifications apportées sur les données saisies par tel ou tel autre fonctionnaire. Il suffit d'une simple erreur de manipulation sur l'ordinateur pour que les données soient dénaturées ou supprimées.

D) LES UTILISATIONS ET LE PARTAGE DES DONNÉES

La production de données statistiques migratoires en RDC ne couvre pas l'ensemble des besoins des utilisateurs.¹¹ Les données sont principalement collectées et analysées pour percevoir l'état de la nation dans différents secteurs afin de prendre des mesures nécessaires pour répondre aux besoins de la population, de la sécurité et de développement de la RDC. Dans la pratique, les données migratoires sont collectées et analysées en rapport avec la situation sécuritaire du pays.

Les données collectées peuvent également servir à connaître et exploiter les recettes réalisées par les diverses opérations d'exécution budgétaire en vue de faire des projections sur les prévisions de recettes du prochain exercice budgétaire. Ce sont les deux grandes utilisations des données migratoires en RDC. À ce jour, les données ne sont pas utilisées à des fins de prise de décision, de programmation et d'élaboration des politiques relatives à la migration et au développement, même si les postes frontaliers transmettent les éléments à la direction générale de la DGM.

Les autres utilisateurs n'ont pas un accès facile aux données. Parfois, les journalistes ont accès à certaines données pour des raisons de sensibilisation de la population à l'initiative du Gouvernement. C'est le cas des données sur les réfugiés qui sont quelques fois remises à la presse pour mobiliser cette catégorie de la population en prévision d'une activité les concernant. Les chercheurs doivent souvent attendre longtemps avant que leurs demandes soient traitées. Les chercheurs formulent très souvent des requêtes tendant à obtenir les données quantitatives et qualitatives pour mener des analyses indépendantes ou pour des raisons de travaux scientifiques.

Malgré les efforts fournis au travers du projet de la gestion intégrée de frontière mis en œuvre par l'OIM et qui est dans sa phase expérimentale à Goma, le partage des données entre les services œuvrant aux frontières et concernés par ce projet n'est pas d'actualité.¹²

Il a été constaté que presque toutes les institutions productrices de données migratoires possèdent un site internet ; malheureusement on n'y trouve que très peu de données migratoires en dehors de l'actualité générale. Les rapports mêmes ne sont postés que partiellement sur les sites internet. C'est le cas du site de la BCC¹³, où le rapport 2011 n'est publié qu'en partie.

E) RAPPORTS/ANALYSES/EXPLORATION DES DONNÉES

Les différents producteurs de données migratoires listés dans le tableau 1 élaborent annuellement un rapport d'activités dans lequel peuvent être trouvées des données migratoires. Ces rapports ne sont pas partagés avec les utilisateurs ne relevant pas du gouvernement ou de l'administration publique. Les seules exceptions sont fournies par la BCC, de la Direction Générale de Migration, du Ministère des Affaires étrangères, Coopération Internationale et Francophonie et du Ministère du Travail.

Il faudrait noter également que lorsque les données sur la migration existent, elles ne sont pas souvent traitées et analysées pour fournir des informations statistiques sur les migrations pour planification et d'élaboration des politiques.

Le public a quelquefois accès aux données sous format papier mais presque jamais dans la base des données digitale.

F) RESSOURCES – MATÉRIELLES ET LOGICIELS

La dotation en ressources matérielles et informatiques varie fortement d'une institution à une autre, on note qu'elles ne disposent que d'une quantité limitée d'outils spécifiques à la gestion et l'analyse des données migratoires. Seule la Direction des Congolais à l'Etranger a totalement informatisé sa collecte via une plateforme Internet de libre enregistrement, n'en découle cependant aucun rapport.

¹¹ INS, *Situation du développement de la statistique en République Démocratique du Congo*, 2004.

¹² Entretien avec le Directeur adjoint de Direction des études et documentation de la Direction Générale de Migration, Mr Yuma.

¹³ www.bcc.cd.

Le tableau ci-dessous présente les ressources concernées directement par la chaîne de production des données migratoires :

Tableau 4 : Ressources – Matériels et logiciels

| Institutions | Matériels | Logiciels |
|---|--|---|
| Banque centrale du Congo | Formulaire papier Nombre réduit d'ordinateurs (matériel obsolète) | Tableur informatique (MS Excel) |
| Commission nationale pour les Réfugiés | Formulaire papier Nombre réduit d'ordinateurs | Tableur informatique (MS Excel) |
| Direction des Congolais à l'Etranger | 12 ordinateurs, mais pas utilisés pour la collecte de données | Site Internet pour un libre enregistrement |
| Direction générale de Migration | 7/167 postes frontières disposent d'ordinateurs, lecteurs de passeport, lecteurs d'empreinte digitale. 160/167 postes frontières disposent de cahier de registre | Serveur de collecte des données pour 7/167 postes frontières. Tableur informatique (MS Excel) pour 160/167 des postes frontières |
| Programme national d'Hygiène aux Frontières | Registre papier | Tableur informatique |

G) RESSOURCES HUMAINES

Il a été constaté que le personnel affecté dans le processus de collecte, traitement, stockage, diffusion et archivage de données statistiques migratoires n'a pas toujours la formation adéquate avec les responsabilités relatives. Dans l'ensemble, la plupart des personnes employées dans les institutions interviewées ont une licence en relations internationales, sciences économiques et très peu en statistiques. Leur formation est quelque fois complétée par des séminaires sur les questions migratoires ou de statistiques. Pour la majorité, les agents se sont formés au fil des années dans l'exercice de leurs fonctions.

L'évaluation n'a pas pu donner le nombre de fonctionnaires affectés au processus de la collecte à l'archivage car il a été dit que les statistiques exactes de fonctionnaires sera connu après la réforme sur la gestion de ressources humaines des agents de la fonction publique en cours. En effet, la RDC prévoit la réforme de son administration qui va passer par le recensement des agents publics ; en tenant compte de l'expertise de chacun. A la fin de ce processus, les données scientifiques pourraient être rendues disponibles.

A la BCC, il a été relevé qu'il y a insuffisance des agents pour procéder au contrôle au niveau des bureaux de messageries¹⁴. En effet, la BCC effectue des missions de contrôles dans les bureaux de messageries financières afin de vérifier la véracité des informations lui étant transmises. Compte tenu de la multiplication de ces messageries, le personnel de la BCC devient insuffisant. C'est aussi ce que mentionne le Directeur de l'Emploi au Ministère de l'Emploi, Travail et Prévoyance Sociale lorsqu'il indique que la majorité des travailleurs migrants œuvrant dans le secteur informel n'est pas connu car le recensement prévu n'a jamais été fait, faute de personnel tant en nombre qu'en qualification. A la DGM, il y a une expertise avérée mais qui suggère cependant une meilleure utilisation et une bonne affectation de celle-ci.

L'absence d'une politique de rémunération conséquente et de promotion affecte les données en RDC. Ce dernier point explique notamment le pourquoi de la corruption dans les domaines migratoires en RDC. Ceci ressort du rapport de l'évaluation faite par l'OIM au sein de la DGM et du Ministère des Affaires Étrangères de la RDC en 2006¹⁵. En effet, les fonctionnaires manipulent les données à leur guise en transmettant à la hiérarchie les informations collectées qu'ils jugent utiles et en retiennent d'autres à leur avantage. La dissimulation a pour but d'échapper au contrôle des recettes réalisées. C'est aussi une raison pour laquelle le partage de données est très limité. En effet, plus les données sont partagées, plus la possibilité de déceler la fraude est grande d'où la rétention d'information.

De ce qui précède, il y a lieu d'affirmer que les institutions productrices de données migratoires n'ont pas suffisamment de capacités en ressources humaines pour la gestion des données migratoires.

¹⁴ Les Messageries financières sont des personnes morales de droit congolais autres que les Etablissements de Crédit qui effectuent en l'état, à titre de profession habituelle, sans déplacement physique des fonds du donneur d'ordre, des opérations de transfert.

¹⁵ OIM, *La corruption dans le service de la Direction générale de Migration et au Ministère des Affaires étrangères en République démocratique du Congo*, Kinshasa, juillet 2006.

H) LÉGISLATION, CADRE LÉGAL

Il n'existe pas de dispositions spécifiques relatives à la gestion des données migratoires, au contrôle de leur qualité et à leur sécurité en RDC.

De manière générale, la RDC fait partie de plusieurs initiatives internationales relatives aux statistiques, notamment la Charte Africaine de la Statistique, le cadre stratégique régional de référence pour le renforcement des capacités statistiques en Afrique, la déclaration de Yaoundé sur le développement statistique en Afrique, etc.

Depuis février 2010, un décret¹⁶ portant sur le système de statistique nationale en RDC a été promulgué. Ce texte fixe les dispositions générales, les concepts, les rôles, les missions et l'organisation du SSN en RDC. Ce texte impose à tous les services producteurs de statistiques de transmettre leurs produits à l'INS qui est l'organe central de coordination statistique.

L'article 9¹⁷ du décret susmentionné prescrit le devoir de confidentialité à toute personne chargée de la gestion des données partant de la collecte à l'archivage. L'article 73 du code pénal congolais portant sur le secret professionnel, mis à jour au 30 novembre 2004, renforce le caractère confidentiel des informations et partant des données.

Le législateur a prescrit dans cet article 73 que « les personnes dépositaires par état ou par profession des secrets qu'on leur confie qui, hors le cas où elles sont appelées à rendre témoignage en justice et celui où la loi les oblige à faire connaître ces secrets, les auront révélés, seront punies d'une servitude pénale de un à six mois et d'une amende de mille à cinq mille francs, ou d'une de ces peines seulement ». Conjointement, les deux dispositions sont très souvent interprétées de manière erronée par les fonctionnaires dans le sens qu'il faut une demande d'une autorité judiciaire ou similaire pour fournir les données.

Cependant, l'article 24 de la Constitution de la RDC prescrit que « toute personne a droit à l'information ». Donc, indépendamment des prescriptions relatives au secret professionnel et à la confidentialité, toute personne a le droit d'être informée. Dans la pratique, c'est la confidentialité qui prime sur le droit à l'accès à l'information. Il faudrait donc clarifier les modalités de l'application de cet article 24 tout en maintenant le principe de la confidentialité.

Le SSN congolais a mandat¹⁸ de fournir au Gouvernement, au Parlement, aux entreprises, aux organisations nationales et internationales, aux médias, aux chercheurs et, d'une manière générale, au public, les données statistiques relatives au domaine économique, financier, monétaire, social, démographique et environnemental, ainsi que de coordonner et de promouvoir les activités statistiques. Etant donné que, dans la pratique, les institutions productrices de données migratoires ne collaborent pas très souvent avec les membres composant le SSN, cette lacune doit être abordée de toute urgence pour résoudre le problème de la disponibilité et de la qualité des données migratoires.

¹⁶ Décret n°10/05 du 11/02/2010 relatif au Système de statistique nationale.

¹⁷ Article 9 Décret n°10/05 du 11/02/2010 relatif au Système de statistique nationale.

¹⁸ Article 29, Décret n°10/05 du 11/02/2010 relatif au Système de statistique nationale.

5. LACUNES

Les lacunes décrites dans ce chapitre sont d'ordre général et s'appliquent à la plupart des institutions évaluées. Les lacunes spécifiques sont mentionnées dans l'annexe 2.

A) DONNÉES SUR LES MIGRATIONS

Cette étude a mis en lumière plusieurs lacunes concernant la disponibilité, l'accessibilité ainsi que la qualité des données migratoires en RDC. Dans le profil migratoire de la RDC¹⁹ publié par l'OIM en 2009, il a été constaté que les lacunes statistiques, dans la collecte des données, sont abondantes et concernent presque tous les domaines.

Le dernier recensement général de la population congolaise est intervenu en 1984, depuis lors, le gouvernement planifie sur base de projection. Le stock total de migrants en RDC n'a donc pas été recalculé depuis.

Le recueil des données relatives au flux de migrants aux postes frontières est limité car seulement sept sur 160 des postes frontières bénéficient de la technologie adéquate à la collecte des données.

Les données relatives aux séjours des étrangers sont partielles car depuis plus de dix ans le recensement des étrangers établis en RDC n'a plus été fait. Chaque année, un recensement des étrangers est programmé mais jamais réalisé sur l'ensemble du territoire pour des raisons inconnues.

Les données relatives aux transferts de fonds financiers effectués par des canaux officiels sont contenues dans le rapport annuel de la BCC. Cependant, compte tenu du nombre insuffisant des agents affectés au contrôle qualitatif et quantitatif des données transmises à la BCC par les messageries financières, ces données ont une fiabilité très relative. En effet, non seulement les agents sont en nombre insuffisant pour procéder au contrôle, mais aussi la BCC n'a pas la technologie d'information et de communication appropriée pour ce type des données.

Faute de données exactes, le langage utilisé est celui des estimations. C'est notamment ce qui est dit dans une étude²⁰ récente sur le transfert de fonds en RDC. L'auteur de l'étude affirme ce qui suit : « En fin 2010, les flux des envois de fonds reçus atteignaient près de trois cent millions USD. Mais là encore, ce volume de flux vers le Congo est de loin inférieur au volume réel des transferts de la diaspora congolaise. A ce sujet, les informations du Département d'État américain sur les transferts par canaux officiels comparées aux statistiques de la BCC indiquent que les transferts par canaux officiels non déclarés s'élèvent aux deux tiers des transferts déclarés enregistrés à la BCC. L'étude conclut que les transferts par canaux formels non déclarés pourraient atteindre le tiers des flux déclarés par les messageries (donc cent millions USD en 2010), ce qui les amène à un total de quatre cent millions USD. Dans cette hypothèse, l'estimation approximative des flux des transferts de fonds des diasporas congolaises vers le pays (canaux formels et informels confondus) dépasserait donc le milliard USD par an (400 millions par voies formelles et six cent millions par voies informelles²¹) ».

Le profil migratoire de la RDC²² publié par l'OIM en 2009 fait aussi le constat de lacunes statistiques abondantes quant à la collecte des données, elles concernent en effet la plupart des domaines. Il est dit dans ce profil migratoire notamment que la DGM élabore annuellement des rapports sur ses activités. En principe, c'est dans ce rapport annuel en format papier que sont enregistrées les entrées et les sorties aussi bien des Congolais que des étrangers en RDC. Cependant, ce rapport annuel n'est pas accessible. Des données devraient également être disponibles dans le cadre du Ministère de l'Intérieur concernant les immigrants en RDC, mais les archives de l'administration publique ne sont pas actualisées et conservées dans les meilleures conditions. Elles sont en proie à l'humidité et laissées à la portée de tous.

B) RAPPORTS/ANALYSES/EXPLORATION DES DONNÉES

Comme dit précédemment, chacune des institutions identifiées dans le cadre de la présente évaluation produit annuellement un rapport d'activité contenant différentes données migratoires. Cependant, les analyses ne sont pas souvent orientées sur l'incidence de la migration par rapport au développement mais plutôt en liaison avec la sécurité du territoire et les recettes que les faits migratoires génèrent pour le trésor public. Ceci permet donc aux politiques de prendre des mesures conséquentes soit pour renforcer les contrôles des étrangers et les mouvements de la population, soit pour planifier les recettes pour l'exercice futur, plutôt que d'optimiser l'impact positif qu'ont les migrations sur le développement.

19 OIM, *Profil migratoire de la République démocratique du Congo*, 2009.

20 Mbaya Kankwenda, *Etude sur la maîtrise du volume des transferts des fonds de la diaspora congolaise et leur utilisation optimale*, Kinshasa, RDC, 2011.

21 Mbaya Kankwenda, *Etude sur la maîtrise du volume des transferts des fonds de la diaspora congolaise et leur utilisation optimale*, Kinshasa, RDC, 2011.

22 OIM, *Profil migratoire de la République démocratique du Congo*, 2009.

D'importantes améliorations sont nécessaires en matière de rapports et d'analyse des données migratoires déjà existantes. Comme souligné plus haut, il existe des sources de données administratives, elles ne sont cependant pas assez analysées ni commentées pour fournir des statistiques pertinentes aux décideurs politiques afin qu'ils les prennent en compte dans le processus de planification, de développement ainsi que dans leurs décisions portant sur les migrations et le développement.

C) CONTRÔLE DE LA QUALITÉ DES DONNÉES

Le contrôle de la qualité des données n'est pas régulier et fréquent dans plusieurs institutions gouvernementales. Dans d'autres, ce contrôle est entravé par le manque de personnel pouvant l'effectuer, de cette carence en ressources humaines découle donc l'impossibilité d'un contrôle efficace.

Un autre défi majeur du contrôle de qualité est lié au manque de systèmes informatiques adéquats à la gestion des données, notamment aux 160 postes frontières.

Enfin, l'INS fait face à de nombreux obstacles pour atteindre un contrôle de qualité des données. Il y a en effet un manque de coordination au sein même des institutions et l'INS n'a pas reçu de données migratoires depuis plusieurs années.

D) RESSOURCES

La qualité et la disponibilité des données sont affectées par l'insuffisance des ressources financières²³. Cette insuffisance se révèle par le fait que les opérations statistiques, notamment le recensement, les enquêtes statistiques et la production statistique de routine, sont financées principalement par les partenaires extérieurs. L'insuffisance de ressources financières fait que les fonctionnaires affectés à la gestion des données ne sont pas bien payés, ni formés régulièrement en fonction de l'évolution de la technologie et des approches de gestion des données mais aussi ne sont pas dotés d'un équipement adéquat pour la collecte, le traitement, l'analyse, la diffusion et le stockage de données. Presque toutes les institutions évaluées collectent sur papier les données et les stockent dans les rapports annuels ; cela à cause du manque de logiciel approprié et de serveurs pour héberger les bases de données digitales.

Comme relevé dans l'introduction de la présente étude, il est suggéré dans DSCR 2 que pour développer le SSN de la RDC, il faut notamment résoudre les problèmes de l'insuffisance de ressources humaines (en quantité et en qualité), et de l'absence d'un plan de formation classique et continu du personnel.²⁴

E) LÉGISLATION, CADRE LÉGAL

La législation en vigueur ne permet pas une bonne coordination entre les différentes institutions productrices des données migratoires en RDC. Il existe aussi une carence dans les procédures partant de la collecte jusqu'au stockage des données migratoires.

Il faut ajouter à cela que le Décret n°10/05 du 11/02/2010 relatif au SSN n'est pas accompagné de mesures d'application. En effet, ledit décret n'organise notamment pas l'organisation et le fonctionnement du CNS prévu à l'article 43, les règles de concertation et de collaboration entre les composantes du SSN. Cette collaboration est prévue à l'article 33 du décret susmentionné.

Cette concertation et collaboration, si elles sont effectives permettront de résoudre, en grande partie, les problèmes de la disponibilité et de la qualité des données. La transmission des données à l'INS produites par les différentes institutions du secteur migratoires ne peut être possible que si elles se concertent sur plusieurs points dont notamment la métadonnée.

F) PARTAGE DES DONNÉES

Il n'y a pas d'infrastructure adéquate concernant la technologie de l'Information et de la communication ou de mécanisme de facilitation du partage des données migratoires en RDC. Le décret n°10/05 du 11/02/2010 relatif au SSN prévoit la mise en place d'un cadre de coordination des producteurs de statistiques et enjoint à ces derniers de transmettre à l'INS leurs productions statistiques. Les modalités de coordination et de transmission des données ne sont pas fixées dans ledit décret. D'où, il sied que le Gouvernement prenne des mesures d'applications pour une meilleure mise œuvre de ce décret. Cette carence n'est pas de nature à faciliter le partage des données. Après quoi, une sensibilisation pourra être organisée.

²³ République Démocratique du Congo, *Ministère du Plan et Suivi de la Mise en œuvre de la Révolution de la Modernité*, Institut National de la Statistique, *Etat des lieux du système de statistiques national*, 2012, p53.

²⁴ Ministère du Plan, *Document de la Stratégie de Croissance et de Réduction de la pauvreté, deuxième génération*, paragraphe 180, P 61.

6. RECOMMANDATIONS

Ces recommandations sont applicables à toutes les institutions évaluées, et qui devraient aussi travailler ensemble pour les mettre en œuvre. L'institution la plus appropriée pour suivre la mise en œuvre de ces recommandations est le CCN. Voir l'annexe 3 pour une liste de principales recommandations.

A) A COURT TERME

Pour que la disponibilité et la qualité des données statistiques migratoires soient améliorées:

- Dresser un rapport sur la thématique « Migrations et Développement » grâce aux données existantes afin que les décideurs politiques intègrent les problématiques migratoires et de développement à leurs décisions politiques liées au développement et à la planification.
- Créer un groupe de travail au sein du Comité Consultatif National (CCN) focalisé sur les données migratoires. D'autres acteurs tels que des informaticiens, des analystes et statisticiens venant de différentes institutions comme l'INS ou encore la DGM pourraient se joindre à ce groupe de travail. Sous la supervision du CCN, ce groupe pourrait dresser une analyse préliminaire des données pour le rapport suggéré. Ce groupe de travail représenterait aussi, pour les membres engagés dans la gestion des données, une opportunité d'échanger savoir et expérience sur les problématiques de gestion de données migratoires. Ce groupe pourrait se rencontrer de façon ad hoc lorsqu'il est nécessaire de communiquer les données. Ceci assurerait que le groupe reste pertinent et ne s'ajoute pas de façon prononcée à la charge de travail existante des membres.
- Développer une stratégie de renforcement des capacités sur cinq ans comprenant des formations pour les officiels travaillant sur la gestion des données migratoires ainsi que pour l'amélioration des logiciels et technologies informatiques (portant sur les secteurs clefs identifiés dans ce rapport). Ce plan de formation devrait comprendre la méthodologie de l'analyse statistique, l'analyse des données migratoires dans son ensemble ainsi que l'acquisition de compétences spécifiques en SOL et utilisation avancée d'Excel, de logiciel de collecte de données et de séminaires adaptés à chaque organisation dans son rôle de gestion des données (informatique, analyse des données,). Les stratégies de formation existantes dans les différentes institutions respectives pourraient participer à la stratégie de formation globale. Cette stratégie pourrait aussi inclure un atelier annuel, où les informaticiens et analystes présenteraient aux responsables les compétences acquises en matière de gestion des données, les innovations technologiques, les usages potentiels de cette technologie récemment développée ainsi que les principaux défis de gestion des données auxquels ils font face.
- Formuler une recommandation sur la protection des données, ce qui permettrait de claires directives dans chaque institution. Cette mesure pourrait à la fois protéger les données mais aussi permettre un plus large accès au public des données non confidentielles.
- Assurer le suivi du maintien de l'intégration de questions portant sur le phénomène migratoire au prochain recensement, en incluant des questions sur l'émigration et les diasporas.
- Elaborer des mesures d'applications du Décret n°10/05 du 11/02/2010 relatif au SSN particulièrement dans ses dispositions relatives à : la coordination des producteurs de statistiques, l'obligation imposée aux producteurs des données statistiques de transmettre leurs productions à l'INS pour contrôle avant publication, l'organisation et le fonctionnement du CNS, les règles de concertation et de collaboration entre les composantes du SSN.
- Compléter le Décret n°10/05 du 11/02/2010 relatif au SSN par des dispositions prévoyant une coordination des producteurs des données migratoires du type CCN.
- Elaborer les procédures opérationnelles harmonisées de la collecte à l'archivage en passant par les partages.
- Revoir à la hausse les salaires des fonctionnaires affectés à la chaîne de production des données migratoires.

B) A MOYEN TERME

- Créer une plateforme Internet de partage des données, hébergée par le CCN, où l'on trouvera des données regroupées et accessibles au public tout en respectant les mesures de protection des données. La création de cette plateforme pourrait être d'une grande aide aux usagers de données migratoires qui souhaiteraient y accéder et les analyser. La plateforme pourrait être développée en utilisant les compétences qu'auront acquis les informaticiens des institutions engagées afin de ne pas surcharger des budgets restreints.
- Aménager les bureaux des services entrant dans la chaîne de production des données et ce, de la collecte à l'archivage en les climatisant, séparation des bureaux les uns des autres, etc.

- Acquérir, pour les services au sein des institutions productrices de données migratoires, du matériel informatique et mobilier adéquats et ce, de la collecte à l'archivage des données.
- Doter progressivement les producteurs de données migratoires d'une infrastructure adéquate concernant la technologie de l'information et de la communication.
- Elaborer et exécuter un programme de recyclage et de mise à niveau du personnel affecté à la chaîne de production des données migratoires.
- Organiser des missions d'échange d'expérience avec d'autres pays.
- Allouer dans le budget de l'Etat des fonds suffisants pour une meilleure production des données statistiques migratoires.
- Obliger les différentes institutions productrices de données statistiques migratoires à faire des analyses d'incidence de la migration sur le développement et proposer des mesures conséquentes.

C) A LONG TERME

- Recruter les fonctionnaires du circuit de production des données statistiques et recruter les fonctionnaires ayant une expertise et formation adéquates en gestion des données et analyse statistique.
- Sanctionner les animateurs des institutions qui ne transmettent pas, dans le délai imparti, les données produites à l'INS conformément au décret mis à jour et à ses mesures d'application dont l'élaboration est ici recommandée afin de permettre à l'INS de faire le contrôle avant publication.
- Former régulièrement les membres clés du personnel ayant des rôles à responsabilité dans la gestion des données (administrateurs des bases de données). Cela entraîne que les coûts des formations soient inclus dans le budget annuel de chaque institution. Le développement des capacités en matière de gestion des données et d'informatique devrait être systématiquement vu comme un processus continu en raison de logiciels et matériel technique devenant rapidement obsolète.
- Organiser des formations de base sur la compréhension des systèmes de bases de données de l'institution à l'intention du personnel nouvellement affecté à la gestion des données.
- S'assurer qu'il y ait une ligne budgétaire annuelle spécifique à la mise à jour du matériel informatique.

7. BIBLIOGRAPHIE

Agence nationale de Promotion des Investissement en République démocratique du Congo

2003 *Guide de l'investisseur du Secteur des mines et hydrocarbures.*

Banque centrale du Congo

2012 *Rapport d'activité 2011.*

Coordination humanitaire en République démocratique du Congo

2012 *Plan d'action humanitaire 2012.*

Fédération des Entreprises du Congo

2012 *Rapport d'Activités du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale ordinaire.*

Haut Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés

1989 *Détermination du statut de réfugié, Module de formation.*

Lombombe Issumo, T.

2003 *L'exemple des migrations internationales dans la ville de Kinshasa. In : La Mobilité Géographique de la population au Congo.*

Organisation des Nations unies, Département des Affaires économiques et sociales et Division de Statistiques

1999 *Recommandations en matière de statistiques des migrations internationales.*

Nkwembe, G.B.

2011 *Etude sur les mécanismes d'appui aux initiatives de la diaspora pour le développement local en République démocratique du Congo.*

Nsana, J.C.

2000 *Automatisation des mouvements migratoires des étrangers en RDC.*

Organisation de Coopération et de Développement économiques

2005 *La comparabilité des statistiques pour des migrations internationales. In : Cahiers Statistique.s*

Organisation internationale pour les migrations

2009 *Migration en République démocratique du Congo. In : Profil National 2009.*

2009 *L'implication de la diaspora dans la coopération au développement.*

2011 *Programme d'appui au renforcement des capacités institutionnelles de la Direction Générale de Migrations à la gestion de la Migrations et des frontières en RDC.*

2012 *The personal identification and registration system developed by the International Organization for Migration to support Enhanced Migration Management. In : PIRS User Guide.*

Organisation internationale pour les migrations, OIM/Kinshasa

2006 *Evaluation du cadre législatif sur la gestion des migrations en République démocratique du Congo.*

République démocratique du Congo

2003 *Décret 017/2003 du 2 Mars 2003 portant création de la Direction Générale des Impôts.*

2011 *Document de la Stratégie de Croissance de Réduction de la Pauvreté, deuxième génération, 2011-2012, vol.1.*

République démocratique du Congo, Direction centrale de Chancellerie et Direction générale de Migration

2004 *Statistiques des visas d'établissements.*

République démocratique du Congo, Direction générale de Migration

2008 *Manuel de procédure opérationnelle type pour le contrôle aux frontières.*

République démocratique du Congo, Institut national de Statistique

2007 *Diagnostic du système statistique de la RDC, Rapport final.*

République démocratique du Congo, Institut national de Statistique et Ministère du Plan et Suivi de la Mise en oeuvre de la Révolution de la Modernité

2012 *Etat des lieux du Système Statistique National. In : Elaboration de la Stratégie nationale de développement de la Statistique.*

République démocratique du Congo, Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale

2008 *Rapport général des premières Assises des Congolais à l'étranger.*

2012 *Plan Stratégique de la Direction de Congolais à l'Etranger 2012-2015.*

République démocratique du Congo, Ministère du Plan et Suivi de la Mise en oeuvre de la Révolution de la Modernité

2005 *Répertoire des sources productrices et des utilisateurs des données sociodémographiques en RDC, projet ZAI/2P/202 de l'UNFPA, Kinshasa.*

République démocratique du Congo, Ministère de la Santé publique

2000 *Arrêté ministériel n°125/CAB/MIN/S/AJ/VSS/A09/2000 du 11 octobre 2000 portant création et organisation d'un service spécialisé du Ministère de la Santé Publique dénommé « Direction de la Quarantaine Internationale ».*

Rubbers, B.

2004 *Les mesures de la dissimulation. Les méthodes de recherche en sciences sociales face à la falsification de l'économie congolaise. In : Civilisation, vol.LIV, n°1-2.*

Yambuya Lotira, P.

2003 *Le développement de la RDC par la Direction Générale de Migration.*

8. ANNEXES

Annexe 1 : Données existantes sur les migrations

Parties prenantes et liste d'interviews

Disponibilité et qualité des données

Sources

Parties prenantes & Interviews

| Institution | Activités principales | Responsabilités institutionnelles liées aux migrations | Bases de données et Registres | Données collectées | Remarques/recommandations | Date de la visite/ Interview |
|---|--|--|--------------------------------------|--|---|---|
| Direction Générale de Migration/ Ministère de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires coutumières - ADONIS BOSOLO MUNDOMBELE/ Yuma/Norbert Nkey | <ul style="list-style-type: none"> Exécuter la politique du Gouvernement en matière d'immigration et d'émigration Exécuter, sur le sol congolais, des lois et règlements sur l'immigration et l'émigration Gérer la police des étrangers Gérer la police des frontières | <ul style="list-style-type: none"> Contrôler l'entrée, la sortie et le séjour des étrangers sur le territoire national Collecter les données relatives aux mouvements de personnes aux frontières | Sol Serveur Access Registre | <ul style="list-style-type: none"> Nombres d'entrées et de sorties Nombres d'étrangers en séjour sur le territoire national Nombre de migrants irréguliers | <ul style="list-style-type: none"> La Direction Générale de Migration n'a que sept frontières informatisées sur 119, les autres continuent à enregistrer les entrées et sorties de manière manuelle sur des papiers et registres. La centralisation se fait au quartier général, elle est cependant irrégulière et incomplète Les rapports de la Direction Générale de Migration sont quasiment inaccessibles, le processus d'information doit être accéléré pour obtenir des données complètes et fiables. | 17/9/2012 20/9/2012 25/9/2012 26/9/2012 27/9/2012 |
| Direction de Congolais de l'étranger/ Ministère des Affaires Étrangères, Coopération Internationale et Francophonie | <ul style="list-style-type: none"> Identifier, recenser et faire le suivi des Congolais de l'étranger Orienter, faire le suivi, la défense et la protection des intérêts des ressortissants congolais vivant à l'étranger Organiser et superviser la vie associative des Congolais de l'extérieur en vue de leur permettre de se tisser un réseau de solidarité internationale | <ul style="list-style-type: none"> Mobiliser les Congolais de l'étranger autour du développement de la République Démocratique du Congo et leur intégration à la vie nationale Identifier, recenser et faire le suivi des Congolais de l'étranger | Registre | <ul style="list-style-type: none"> Nombre de Congolais de l'étranger/ de revenus Congolais de l'étranger expulsés Compétences scientifiques et techniques des Congolais de l'étranger Apports des Congolais de l'étranger au développement de la RDC Organisation associative des Congolais de l'étranger | <ul style="list-style-type: none"> La division des statistiques de la Direction des Congolais de l'étranger n'est pas opérationnelle faute d'expertise en matière de législation et de formation du personnel Les ambassades ne collectent pas régulièrement et méthodiquement les données des Congolais de l'étranger Pas de finitron du concept Congolais de l'étranger | 18/9/2012 19/9/2012 28/9/2012 |
| Banque Centrale du Congo/ Ministère des Finances | <ul style="list-style-type: none"> Mettre en œuvre la politique monétaire du pays dont l'objectif principal est d'assurer la stabilité du niveau général des prix donc, assurer la stabilité interne et externe de la monnaie nationale Déténir et gérer les réserves officielles de la République Édicter les normes et règlements concernant les opérations sur les devises étrangères Elaborer la réglementation et contrôler les établissements de crédit, les institutions de micro-finance et les autres intermédiaires financiers. | <ul style="list-style-type: none"> Réglementer les activités de messagerie et intermédiaire financiers Collecter toutes les données de la part des intermédiaires et messageries financières Accréditer ou retirer l'accréditation des intermédiaires et messageries financières Effectuer par l'entremise des messageries financières, sans déplacement physique des fonds du donneur d'ordre, des opérations de transfert. | Registre/ Rapport | <ul style="list-style-type: none"> Flux de transferts de fonds via les messageries financières | <ul style="list-style-type: none"> Le service de la Banque Centrale du Congo s'occupant des messageries financières n'est pas équipé de manière adéquate pour la collecte, la gestion, le stockage et le partage de données Pas d'expertise spécialisée dans la gestion de la base des données de transfert de fonds Le contrôle de fiabilité des données n'est pas régulier | 18/9/2012 19/9/2012 26/9/2012 |
| Direction de l'Emploi/ Ministère du travail et de la prévoyance sociale | <ul style="list-style-type: none"> Collecter et tenir à jour des données statistiques relatives aux conditions d'emploi, du travail et aux opérations de la prévoyance sociale Appliquer la réglementation du travail des étrangers Rassembler les requêtes de carte de travail pour étranger à présenter à la Commission de l'emploi des étrangers | <ul style="list-style-type: none"> Gérer les travailleurs migrants | Registre/ Rapport | <ul style="list-style-type: none"> Permis de travail accordés Nombre de travailleurs migrants | <ul style="list-style-type: none"> La Direction de l'emploi n'est pas informatisée Les données sont saisies dans les ordinateurs sans logiciel spécifique sinon le programme de bureautique Pas de base de données numériques | 21/9/2012 24/9/2012 |
| Commission Nationale pour les réfugiés/Ministère de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires coutumières | <ul style="list-style-type: none"> Etudier et proposer au Gouvernement toutes mesures susceptibles d'améliorer les conditions de vie des réfugiés et des demandeurs d'asile en République Démocratique du Congo Assurer la protection juridique et administrative des réfugiés, rapatriés, demandeurs d'asile et déplacés internes | <ul style="list-style-type: none"> Recenser les réfugiés sur l'ensemble du territoire national Appliquer la législation nationale en matière de réfugié, demandeur d'asile et déplacés internes | Serveur/ Registre | <ul style="list-style-type: none"> Refugiés Demandeurs d'asile | <ul style="list-style-type: none"> La base de données mieux élaborée est gérée et hébergée par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés qui doit la transmettre à la Commission Nationale pour les réfugiés Pas de formation sur la gestion de données | 25/9/2012 26/9/2012 27/9/2012 |
| Institut National de Statistiques/ Ministère du Plan | <ul style="list-style-type: none"> Établir, collecter, élaborer et tenir à jour les statistiques relatives à l'état et au mouvement des personnes et des biens Effectuer ou faire effectuer, sans contrôle, des enquêtes statistiques par sondage ayant en vue des renseignements généraux ou partiels Centraliser les statistiques de base, conserver et tenir à jour les fichiers et inventaires des biens à des fins d'exploitation statistique Uniformiser et harmoniser les méthodologies des travaux statistiques en République Démocratique du Congo Effectuer ou faire effectuer, à la demande du gouvernement ou de sa propre initiative, des études d'ordre démographique, économique et social | <ul style="list-style-type: none"> Centraliser toutes données statistiques migratoires produites par les institutions spécialisées Analyser les données collectées en rapport aux données des autres secteurs ou domaines | Serveur | <ul style="list-style-type: none"> Toute donnée collectée par les institutions spécialisées | <ul style="list-style-type: none"> La faiblesse du cadre légal et institutionnel réglementant l'activité statistique : ce qui explique l'absence d'une coordination véritable, y compris celle des interventions des bailleurs des fonds en faveur de la production statistique ; L'absence d'une politique nationale réelle de financement des travaux statistiques ; L'absence d'une politique de formation continue en faveur des ressources humaines ; La faiblesse des circuits de médiatisation et de diffusion des informations statistiques disponibles ; Le manque de culture statistique à tous les niveaux de la vie politique et socio économique. | 20/9/2012 25/9/2012 |

| | | | | | | |
|---|--|--|---------------------|--|---|-----------|
| | <ul style="list-style-type: none"> Promouvoir le développement de la science statistique au moyen des recherches théoriques et de pourvoir à la formation du personnel chargé des travaux statistiques Assurer la liaison avec les services des statistiques interétatiques, avec ceux des pays étrangers et des Organisations Internationales | | | | <ul style="list-style-type: none"> L'INS dispose des Directions Provinciales dans 8 provinces sur 10 (hormis Kinshasa) mais ces structures décentralisées souffrent d'un manque cruel de ressources humaines, matérielles et financières et leur production statistique est insignifiante, se contentant de quelques activités ponctuelles de collecte des données à l'occasion des rares enquêtes nationales. | |
| Direction Générale de Douanes et Accises | <ul style="list-style-type: none"> Percevoir les droits, taxes et redevances à caractère douanier et fiscal, présents et à venir, et qui sont dus soit du fait de l'importation ou de l'exportation des marchandises de toute nature, soit du fait de leur transit ou de leur séjour en entrepôt douanier; Percevoir les droits d'accises présents et à venir; Surveiller le franchissement des biens et marchandises aux frontières Rechercher et constater les infractions en matière de douane et accises et aux législations connexes, sur toute l'étendue du territoire congolais en ce compris les eaux territoriales. | | | | <ul style="list-style-type: none"> Mouvements de biens à l'importation et à l'exportations | |
| Centre de Recherche en Sciences Humaines (CRESH)/Enseignement Supérieur Universitaire Recherche Scientifique | <ul style="list-style-type: none"> Rassembler les données sur la migration auprès des institutions ou services qualifiés Analyser en partenariat avec l'Institut National de statistiques les données collectées Faire de la recherche qualitative | <ul style="list-style-type: none"> Analyser la qualité des données collectées par les services spécialisés pour proposer des améliorations | Registre | | <ul style="list-style-type: none"> Toute donnée collectée par les institutions spécialisées. | 19/9/2012 |
| Programme National d'Hygiène aux Frontières / Ministère de la Santé | <ul style="list-style-type: none"> Assurer, aux différents postes frontaliers, entrepôts publics et privés concédés, le contrôle sanitaire; Contrôler les documents sanitaires. | <ul style="list-style-type: none"> Assurer, aux différents postes frontaliers, entrepôts publics et privés concédés, le contrôle sanitaire Contrôler les documents sanitaires. | Registre | | <ul style="list-style-type: none"> Document sanitaire | 24/9/2012 |
| Office Congolais de Contrôle/ Ministère de l'Economie Nationale | <ul style="list-style-type: none"> Effectuer le contrôle de qualité, de quantité, de conformité et de prix de toutes marchandises et produits à l'importation comme à l'exportation Procéder aux analyses physico-chimiques et microbiologiques des produits Prévention des sinistres, et mettre en place un Commissariat d'Avaries Mener les Contrôles techniques sur les appareils de production, dans le secteur de la sécurité de l'environnement du travail, de la métrologie légale, de l'industrie et des travaux de génie civil Contrôler et certifier la production industrielle nationale Gérer et exploiter les silos, magasins généraux et entrepôts sous douanes Produire les statistiques sur le commerce extérieur et la production nationale, au profit de la Banque centrale du Congo ainsi que du gouvernement congolais pour l'élaboration de la politique économique nationale. | <ul style="list-style-type: none"> Contrôler, au lieu d'embarquement et de débarquement, de la quantité, de la qualité et des prix de marchandises et produits exportés et importés | Registre Serveur | | <ul style="list-style-type: none"> Quantité, qualité, prix de marchandises et produits exportés et importés | 28/9/2012 |

| Disponibilité et qualité des données migratoires | | | | | | | | | | | |
|---|--|--|---|--|---|---|---|---|---|----------------------------|--|
| Institutions et départements | Données disponibles | Description | Désagrégation/ Caractéristiques | Type de données | Utilisateurs/ applications | Période de référence / Dernière mise à jour et régularité | Format/Qualité des données | Emplacement du site d'archivage | Procédures de collecte | Accès aux données | Évaluation des besoins / Analyse |
| Banque Centrale du Congo | Rapport annuel de la Banque Centrale du Congo | Ce rapport contient un sommaire des activités et résultats réalisés par la banque au cours de l'exercice et des comparaisons avec la période antérieure et des projections | Pays de provenance, pays de destination, monnaie, période, volume, pourcentage perçu sur la transaction | Transfert de fonds | BCG, le Gouvernement, Organisations de la société civile, Messagerie financière, Instituts de recherche, FMI, Banque Mondiale, Banque Africaine pour le Développement, UE, Grand public | Trimestre/ Exercice 2011 régulière | Texte/fiable car produites par des experts | Quartier Général de la Banque Centrale du Congo. | Données relatives aux transferts de fonds transmises par les messageries financières | En vente au public | |
| | Rapport annuel des activités scientifiques | Analyse la qualité de données collectées par les différents producteurs de statistiques | Analyse de la méthode de collecte de données, stockage, partage, caractéristiques de données | Toutes données collectées par les producteurs de statistiques | Ministère de l'Enseignement Supérieur, Universitaire et de la Recherche Scientifique, le Ministère du Plan, les enseignants, les chercheurs | Annuelle/ 2011 | Texte/fiable | Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique | Analyse des rapports des producteurs de données statistiques | Publique | Mise en place d'une coordination de producteurs de statistiques, élaboration d'un cadre légal régissant la production et gestion de statistique en RDC |
| Commission Nationale pour les réfugiés (Logistique et Juridique) | Rapport annuel de la Commission Nationale pour les réfugiés | Comme service technique sous tutelle du Ministère de l'Intérieur, Décentralisation, Sécurité et Affaires Coutumières. | Nationalité, sexe, âge, date d'entrée, raison de la demande d'asile, | Demandeurs d'asile, réfugiés, déplacés internes | Les institutions de la CNR, Présidence de la République et Ministère de l'Intérieur, Organisations de la société civile et journalistes, Instituts de recherche, Gouvernements ayant un accord tripartite avec la RDC relatif au réfugié UNHCR | Fin de l'année et ad hoc/ Août 2012 | Texte/fiable | UNHCR (base de données numériques mais dont le partage se fait en format texte) | Collecte du formulaire fourni par le UNHCR | | Ordinateur portable/acquisition d'un logiciel approprié pour la gestion de la base des données et renforcement de capacités en ressources humaines par la formation |
| Direction de Congolais de l'Etranger (Division de la Statistique de la Direction des Congolais de l'Etranger) | Rapport d'activité de la Direction de Congolais de l'Etranger | A la fin de chaque année civile et circonstanciellement la Direction produit de rapport sur les faits entrant dans ses attributions et qui contiennent des données migratoires | Pays de résidence, nombre, diplôme, durée du séjour à l'étranger, domaine de compétence | Nombre de Congolais de l'étranger, les expertises scientifiques et techniques de Congolais de l'étranger, le nombre d'expulsés, de retournés | Ministère des Affaires Etrangères, la Présidence, le Gouvernement, les ambassades | Fin de l'année ou période après une mission à l'étranger/ 2011 et chaque fin d'année civile | Texte/peu fiable | Ministère des Affaires Etrangères, Coopération Internationale et Francophonie | Aucune | Confidentiel | Elaboration de la stratégie et procédure de collecte de données relatives aux Congolais de l'étranger, formation du personnel pour la collecte, gestion et partage de données, information, acquisition de logiciel de gestion de base des données |
| Direction de l'Emploi (Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale) | Rapport annuel des activités du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale | Le ministère produit annuellement un rapport des différentes activités sur le plan national à l'intention du Premier Ministre principalement et certaines informations sont partagées avec d'autres partenaires et acteurs | Continent d'origine, pays d'origine, sexe, secteur d'activité | Permis de travail, nombre de travailleurs étrangers | Ministère du Travail le Gouvernement, Direction générale de Migration Organisations de la société civile Travailleurs congolais Institutions de recherche Bureau international du travail Grand public | Chaque fin de l'année/ mai mensuelle, trimestrielle et annuelle | Texte/fiable car les données sont produites par des experts | Ministère du Travail et Prévoyance Sociale | Dépôt de la requête du permis de travail et des procès-verbaux de délibération de la Commission de l'Emploi des Etrangers | Limité | Informatisation, acquisition de logiciel de gestion de base des données, renforcement de capacités en formation de membres de la commission et du personnel sur la collecte, gestion, stockage et partage de données sur le travail de l'étranger |
| Direction Générale de Migration (Direction des Etudes, Documentation et Informatique) | Base de données entrée et sortie | Système d'identification informatique utilisé à certains postes frontières pour contrôler les entrées et les sorties. Autres postes frontières prélevent les données manuellement (registre) | Type de document, Pays d'origine, Numéro du document, Nom, Postnom et prénom; Nationalité; Date de naissance; Sexe; Date d'expiration du document; Date d'entrée; Raison d'entrée; Adresse résidence; Preneur en charge | Entrées et sorties des étrangers et nationaux | Direction Générale de Migration; Présidence de la République, le Gouvernement, la société civile, les ambassades, les avocats, Interpol, institutions publiques, les services judiciaires pour connaître le mouvement d'une personne ou groupe de personnes | Journalier, hebdomadaire, mensuel et annuel/journalier, hebdomadaire, mensuel et annuel | Tableau et texte/fiable pour les postes informatisés | Archivage au lieu de la collecte, au chef des provinces, au quartier Général | Manuel de procédure opérationnelle type pour le contrôle aux frontières (via carte d'embarquement ou autre document de voyage | Confidentiel et restrictif | Informatisation des postes frontières et frontalières, formation des officiers de migration, formation générale en matière de migration, en gestion de base de données et aux notions fondamentales des DBMS; Formation logiciel DBMS à l'utilisation du logiciel spécifique |

| Direction Générale de Migration (Direction des Etudes, Documentation et Informatique) | Base des données de séjour des étrangers | Cette base de données contient les informations sur les étrangers. | Type de document; Pays d'origine; Numéro du document; Nom, Postnom et prénom; Nationalité; Date de naissance; Sexe; Date d'expiration du document; Date d'entrée; Raison d'entrée; Adresse; Résidence; l'employeur; Type de visa; Durée du visa | Séjour des étrangers | Direction Générale de Migration; le Gouvernement; société civile, ambassades, avocats, Interpol, institutions publiques, services judiciaires pour connaître le mouvement d'une personne ou d'un groupe de personnes | Journalier, hebdomadaire, mensuel et annuel | Tableau et texte/fiable | Archivage au lieu de la collecte, au chef des provinces, au quartier Général | Analyse de requête de étrangers (formulaire de demande de visa), recensement des étrangers, contrôle occasionnel de séjour | Confidentialité et restrictif | Acquisition d'un logiciel et outil informatique spécifique, formation à l'utilisation de ce logiciel, |
|--|---|--|---|---|--|---|---|--|--|-------------------------------|--|
| Institut National de Statistiques | Enquêtes auprès des ménages, enquêtes MICS1 et 2, enquêtes EDS, I-2-3, Analyse participative de la pauvreté | | Nationalité, âge, sexe | | | | | | | | |
| | Base de données "Toolkit" | Toolkit : logiciel d'information sur l'archivage et d'archivage des données statistiques en vue de leur conservation | | | | | | | | | |
| | Base de données : "Integrated Management Information System" IMIS | Produit des données intégrées et désagrégées pour la formulation, le suivi/évaluation de politiques et programmes de développement accessibles à tous les niveaux par les utilisateurs. Il est mis en place à partir des données brutes multisectorielles issues des différentes enquêtes (MICS 1 et 2, enquêtes EDS, 1-2-3 (Analyse participative de la pauvreté) et autres enquêtes à venir. | Lieu de naissance, âge, sexe, etc. | | | | | | | | |
| | Base de données "Devinfo" | Compilation et diffusion de données sur le développement humain. Utilisé pour la prise de décision. Elaboré par l'UNICEF en collaboration avec l'ONU afin de suivre les progrès réalisés vers les Objectifs du Millénaire pour le développement | | | | | | | | | |
| Ministère de l'Intérieur, Décentralisation, Sécurité et Affaires Coutumières | Rapport annuel du Ministère de l'Intérieur | Résume les activités et statistiques des institutions sous sa tutelle (situation des réfugiés, demandeurs d'asile et déplacés internes transmises par la CNR, statistiques sur les mouvements de personnes aux frontières, sur les migrations internes, sur les étrangers en séjour sur le territoire national, estimation de la population | Nationalité, Sexe, Pays d'origine | Entrée et sortie du territoire national, séjour des étranger, réfugiés, demandeurs d'asile, déplacés internes | Présidence de la République, Premier Ministre et membres du gouvernement, services de sécurité | Annuelle/ 2011 | Texte/qualité dépend de l'institution qui les a produites | Archive au Ministère du Secrétaire Général du Ministère de l'Intérieur | Dépouillement de rapport des institutions sous sa tutelle | | Informatisation des institutions sous sa tutelle pour une meilleur collecte et gestion des données, Formation du personnel |
| Office Congolais de Contrôle | Base de données X | Base de données utilisée par le département de la police pour la gestion de l'information sur les activités criminelles et sécurité. Information sur les cas de victimes de trafic, rapportés, assistés et les traquants persécutés et les migrants au département de l'immigration pour entrée irrégulière, etc. | | | | | | | | | |

| Principales sources de données migratoires | | |
|---|---|---|
| Sources principales des données liés aux migrations | Description (statistique/administrative, statique/dynamique, périodicité, date de la dernière mise à jour) | Institution Chargée |
| Rapport d'enregistrement des personnes à l'entrée et sortie du territoire national | Le rapport contient des données et statistiques des personnes entrant et sortant du territoire national, ces données sont consolidées mensuellement. Les données sont collectées chaque fois que le fait générateur se produit. Cependant, la Direction Générale de Migration produit ces données à la demande de l'autorité du tutelle, de la Présidence, de l'Assemblée Nationale ou partenaires et ce de manière ponctuelle. La mise à jour est faite quotidiennement. | Direction Générale de Migration |
| Recensement des étrangers | Le recensement des étrangers est en principe annuel. Mais pour des raisons inconnues, ce recensement n'est plus régulier depuis 1997. Il est programmé et la communauté des étrangers est informée mais est-il généralement interrompu. Le rapport de recensement contient les statistiques et autres données des étrangers. | Direction Générale de Migration |
| Rapport de la Direction de l'emploi du Ministère du Travail | Ce rapport contient les statistiques et les données sur la nationalité ainsi que le secteur d'activité des étrangers. La mise à jour est mensuelle, trimestrielle et annuelle. | Direction de l'Emploi du Ministère du Travail |
| Rapport annuel de la Banque Centrale du Congo | Ce rapport contient le volume de transfert de fonds vers la République Démocratique du Congo et vers les autres pays partant de la République Démocratique du Congo. La mise à jour est journalière, mensuelle, trimestrielle et annuelle. | Banque Centrale du Congo |
| Rapport circonstanciel de la Direction de Congolais de l'étranger | Ce rapport est produit circonstanciellement après une mission à l'étranger soit à la demande de l'autorité et à la fin de l'année. Pas de mise à jour. | Direction des Congolais de l'Etranger |
| Rapport des ambassades | Les rapports des ambassades contiennent les statistiques des Congolais vivant à l'étranger qui ont obtenu une carte consulaire. Ces statistiques ne sont pas complètes. | Ministère des Affaires Etrangères, coopération Internationale et Francophonie |
| Archives administratives | Le Ministère de l'Intérieur, Décentralisation, Sécurité et Affaires coutumières stocke les rapports produits par les services techniques dont la Direction générale de Migration et la Commission Nationale pour le Réfugiés | Ministère de l'Intérieur |
| Rapport annuel sur la situation de réfugié, demandeurs d'asile et déplacés internes en République Démocratique du Congo | La commission Nationale pour les Réfugiés travaille en partenariat avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. C'est le Haut Commissariat qui tient la base de données numérique des réfugiés et demandeurs d'asile. Le rapport de la Commission Nationale pour les réfugiés contient les statistiques provenant du Haut Commissariat et des données collectées directement par elle-même. Les données collectées par elle ne sont pas mises dans une base de données. Elles sont saisies avec les applications de la bureautique (Excel, Word) donc les informations ne reflètent pas la réalité car les données importantes sont stockées dans la base de données du Haut Commissariat de Nations Unies pour les réfugiés. | Commission Nationale pour les réfugiés |
| Sources potentielles de données sur les migrations | Description (statistique/administrative, statique/dynamique, périodicité, date de la dernière mise à jour) | Institution Chargée |
| Rapport de la Direction Générale de Douanes et Accises | Les statistiques contenues dans le rapport annuel de la Direction Générale de Douanes et Accises comportent des données relatives aux transferts de fonds en matière de marchandises. Il n'y a pas une distinction entre les transferts effectués par les Congolais de l'étranger et les autres catégories. Cela est lié à la carence de la législation sur les diasporas congolaises. | Direction Générale de Douanes et Accises |
| Rapport annuel de la Fédération des entrepreneurs du Congo | Le rapport annuel des activités de la Fédération des Entreprises du Congo contient des données touchant à plusieurs secteurs concernés par la migration, les entreprises des étrangers, le volume du transfert des fonds, l'emploi des étrangers. Ces données sont tirées des rapports des institutions sectorielles. | Fédération des Entrepreneurs du Congo |
| Rapport annuel du Programme de l'Hygiène aux Frontières | Le programme n'enregistre pas les données aux frontières de manière méthodique. Il n'enregistre que les cas suspects de façon à assurer la protection du pays du point de vue sanitaire. | Ministère de la Santé Publique |
| Rapport annuel de l'Office Congolais de Contrôle | Statistiques qui ne précisent pas sur quel groupe elles portent (diasporas, Congolais de l'étranger,). Il s'agit des importations soit des étrangers soit de Congolais et aucune indication sur la diaspora. | Office Congolais de Contrôle |

Annexe 2 : Capacités de gestion

Ressources humaines

Inventaire technologies de l'information

Cadre législatif

| Liste du personnel travaillant sur les données de migration | | | | |
|---|-------------------------------------|---|--|---------------------------|
| Institution | Nom complet, poste, responsabilités | | Compétences | Coordonnées |
| Banque Centrale du Congo | Mingu Elakano | Chef de service, messagerie | Préparation des rapports sur les messageries | elakano@hotmail.com |
| Commission Nationale pour les réfugiés | François Malonda | Chargé des opérations | Mener les opérations d'identification des réfugiés, les rapatriements | cnrkin@yahoo.fr |
| Direction des Congolais de l'Etranger | Jerome Kankonde | Chargé de la facilité | Accompagner les Congolais de l'étranger dans leurs initiatives | jeromekankonde76@yahoo.fr |
| Maison des Congolais de l'Etranger | Kina Nowana | Assistant au Directeur | Assister le directeur, chef de service dans ses attributions | kinanowana@yahoo.fr |
| Direction de l'Emploi | Shaumba | Directeur | Centraliser les statistiques des travailleurs migrants et demandeurs de carte de travail pour étranger | |
| Direction Générale des Douanes et Accises | Willy Chimbi | Directeur | Chargé de la formation et informatique | |
| Direction Générale de la Migration | Adonis Bosolo | Directeur direction étude,documentation et informatique | Responsable de la direction des études, analyses des données. | adonisbosolo@yahoo.fr |
| Direction Générale de la Migration | Yuma wa Selengete | Directeur direction étude,documentation et informatique | Responsable du réseau informatique et des données informatiques collectées aux | yumawaselengete@yahoo.fr |
| Institut National de Statistiques | Gilbert KALESHI | Assistant des Travaux Statistiques (CB Stat éducation) | Conduit les travaux de préparation de collecte et assister, le directeur. | gilkach@yahoo.fr |
| Ministère des Affaires Etrangères, Coopération Internationale et Francophonie | Celestin KANIKI | Directeur , Chef de service de la Direction des Congolais de l'étranger | Gérer les Congolais de l'étranger | celestin_kaniki@yahoo.fr |
| Ministère de l'Emploi, du Travail et de la Prévoyance Sociale | SHAUMBA Yanga | Directeur dela Direction de l'emploi | Centraliser les statistiques des travailleurs migrants et demandeurs de carte de travail | |
| Ministère des Finances | Alain LUNGUNGU | Coordonateur des projets | Gestionnaires de tous les projets liés à la diaspora et statistiques | |
| Ministère de l'Intérieur, Sécurité, Décentralisation et Affaires Coutumières | SHIMBA MULAMBA | Directeur, | Population et mouvement de personnes | |
| Office Congolais de contrôle | Félicien KINDULA | Directeur chargé formation | Formation des ressources humaines | |
| Centre de Recherche en Sciences humaines « CRESH » | Dominique Bafwa | Attaché de recherche / Titulaire de la CHAIRE | Recherche et publication | domba_ngeleka@hotmail.com |
| Centre de Recherche en Sciences humaines « CRESH » | Jackson LIELE | Assistant au Directeur | Recherche et publication | jacksonlk@yahoo.fr |
| Organisation Internationale pour les Migration / RDC | Polycarpe KUMASAMBA | Chef de projet, expert en frontière | Former les officiers de migrations oeuvrant aux frontières, conduire le renforcement des capacités de | pkumassamba@iom.int |
| Organisation Internationale pour les Migration / RDC | Djo Massamba | Expert IT en logiciel de contrôle aux frontières | Former et installer le système informatique de collecte des données migratoires | dmassamba@iom.int |
| Direction de la Police de Frontière | Makondo Josué | CDA ESUDES/ Police Nationale congolaise | Chargé de crime transnational | |
| Organisation Internationale pour les Migration / RDC | Kawaya Sefu | Chef de projet, Chargé de la recherche, point focal ACP | Chef de projet,Chargé de la recherche ,point focal ACP | SKAWAYA@iom.int |
| Conseiller Hôtel de ville de Kinshasa | Donatien Mbizi | Donatien Mbizi | Population et diaspora | dombikio@gmail.com |
| CRAIES | Bertin Mulongo | Coordonnateur | Sensibilisation de la population sur migration, assitance au retour | bertinmulongo@yahoo.fr |
| Migration pour le développement en Afrique | Symphorien | Assistant | Assiter les experts des diasporas en mission à Kinshasa | t.symphorien@yahoo.fr |

IT disponible à la Direction Générale de Migration

| DIRECTION GENERALE DE MIGRATION | |
|----------------------------------|--|
| Scanner Name | U.are.U 4000S / U.are.U 4000B Reader |
| Manufacturer | DigitalPersona, Inc. |
| Connection | USB 2.0 |
| Supported OS | Microsoft Windows xp (32-bit and 64-bit) |
| Resolution | 512 dpi |
| Image capture area (Platen size) | 15 x 18 mm (0.6" x 0.7") |
| Sensor type | Optical |
| Illumination | Red LEDs |
| Device size | 79 x 49 x 19 mm (3.1" x 1.9" x 0.7") |
| Device weight (with cable) | 80 grams (0.2 lbs) |
| Operating temperature | 0°C ~ +40°C |
| Operating humidity | 20-80 % (non-condensing) |
| Number | 20 |

| DIRECTION GENERALE DE MIGRATION / ORDINATEURS | |
|---|---|
| Brand | HP Business Desktop 6000 Pro VW196ET Desktop Computer |
| Processor: | Intel Core 2 Duo E8400 / 3 GHz |
| Memory: | 2 GB PC2 – 6400 DDR2 - 800 |
| HDD: | 250 GB SATA 7200 RPM smart |
| Graphics: | GMA 3100 |
| Optical: | DVD:RW (R DL) DVD-RAM - Serial ATA |
| Network: | Adapter integrated |
| Network: | Ethernet, Fast Ethernet, Gigabit Ethernet |
| Keyboard: | Standard Keyboard, French |
| Mouse: | USB 2-Button optical scroll mouse |
| OS | Microsoft Windows Xp Pro pack 2 |
| Écran | L1950G Flat panel HP 19 "widescreen 160 x 160 degree viewing angle 1000: 1 contrast Less than 5 seconds response rate |
| Numbers of computers | 84 |

| C Lecteurs de passeport/ DIRECTION GENERALE DE MIGRATION | |
|--|--|
| Marque | PRM 123 Multireader |
| Size (with top cover) | 287 mm x 203 mm x 236 mm 11.3" x 8" x 9.3" |
| Window Size | 130 mm x 98 mm, 5.12" x 3.86" |
| Window Glass | 4 mm glass |
| Weight | 3.05 kg, 6.7 lbs |
| Image Size | 2048x1536 |
| Image Resolution | 350+ DPI |
| Color Depth | 24 bits/pixels RGB |
| Image Formats | BMP, JPEG, JPEG2000, PNG |
| Illuminations | Visible, IR, UV |
| Kinegram visualization | Included |
| Infra Red Wavelength | 950 ± 25 nm |
| Ultra-Violet Wavelength | 365 ± 5 nm |
| MRZ OCR reading | Included |
| VIZ OCR Reading | Optional |
| 1D Barcode reading | EAN8, EAN13, Code39, Code128, Interleaved 2 of 5 |
| 2D Barcode reading | PDF417 |
| Enhanced Optical System (EOS) | Included |
| SmartCard reading | Optional |
| Reading RFID (both from cover and back pages) | Included |
| Communication | ISO 14443 A/B (T=CL) |
| Protocol between Card and Reader | |
| Baud rate | ISO 14443 A/B 848Kbps |
| Communication | ISO 7816 (T=1, T=0) |
| Protocol between PC and Reader | |
| BAC support | Included |
| Passport photo extraction | Included |
| Biometric matching between the printed and the stored photo (e-passport) | Included |
| Hardware data encryption | Included |
| Internal active USB2.0 HUB for additional features | Included |
| Interface | USB 2.0 |
| Operating temperature | 10 - 40 °C |
| Humidity | 0-95% |
| Endurance | Long endurance |
| Case Material | Metal and ABS plastic |
| Supported Operating Système | Windows 2000, XP, 2003 |
| Programming Languages | C/C++, Visual Basic, Delphi, VB.NET, C#, Java |

| Cadre législatif | | | | | |
|---|--|---|--------------------------|--|----------------------|
| Titre du document | Numéro de référence | Objet | Autorité/ Institution | Évaluation des besoins / analyse des lacunes du Cadre législatif | Recommandations clés |
| Ordonnance - Loi n° 67/272 du 23 juin 1967 telle que modifiée et complétée à ce jour, définissant le pouvoir réglementaire de la Banque Centrale du Congo en matière de change | Ordonnance - Loi n° 67/272 du 23 juin 1967 | Le pouvoir réglementaire de la Banque Centrale du Congo en matière de change | Banque centrale du Congo | | |
| Arrêté ministériel n°70/0010 du 27 juillet 1970 pour la réglementation du travail des étrangers (pourcentages autorisés). | Arrêté ministériel n°70/0010 | Réglementation du travail des étrangers (pourcentages autorisés) | Ministère du travail | | |
| Arrêté départemental 27/75 du 30 octobre 1975 fixant les modalités de déclaration annuelle de la situation de la main-d'œuvre. | Arrêté départemental 27/75 | Les modalités de déclaration annuelle de la situation de la main-d'œuvre. | Ministère du travail | | |
| Ordonnance 79-114 portant création et statut d'un établissement public dénommé "l'Office des Douanes et Accises" | Ordonnance 79-114 | Création et statut d'un établissement public dénommé "l'Office des Douanes et Accises" | Ministère des Finances | | |
| Arrêté Départemental 80/0063 du 22 octobre 1980 portant agrément du secrétariat social dénommé le «Bureau de la main-d'œuvre de Kinshasa». | Arrêté Départemental 80/0063 | Agrément du Secrétariat Social dénommé le «Bureau de la main-d'œuvre de Kinshasa». | Ministère du travail | | |
| Arrêté Départemental 81/014 du 23 février 1981 modifiant et remplaçant l'arrêté 07/74 du 12 juillet 1974 portant règlement intérieur de la Commission Nationale de l'Emploi des Etrangers. | Arrêté Départemental 81/014 | Règlement intérieur de la Commission Nationale de l'Emploi des Etrangers | Ministère du travail | | |
| Arrêté Départemental 067/81 du 5 novembre 1981 réglementant le transfert à l'étranger de la main-d'œuvre zaïroise. | Arrêté Départemental 067/81 | Réglementant le transfert à l'étranger de la main-d'œuvre zaïroise. | Ministère du travail | | |
| Arrêté départementale 81/014 du 23 février 1981 portant Commission Nationale de l'Emploi des Etrangers | Arrêté départementale 81/014 | Commission Nationale de l'Emploi des Etrangers | Ministère du travail | | |
| Lettre 12/D.T.P.S./CAB/0730/105/83 du 13 août 1983 - Protection de la main-d'œuvre nationale (cas des ressortissants d'États africains devenus indépendants après la date du 6 juin 1974). | Lettre 12/D.T.P.S./CAB/0730/105/8 | Protection de la main-d'œuvre nationale (cas des ressortissants d'États africains devenus indépendants après la date du 6 juin 1974) | Ministère du travail | | |
| Arrêté Départemental 87/005 du 21 janvier 1987 déterminant les conditions d'engagement des expatriés. | Arrêté Départemental 87/005 | Déterminant les conditions d'engagement des expatriés. | Ministère du Travail | | |
| INSTRUCTION 056/93 du 10 novembre 1993. – relatif au traitement des dossiers de demande de la carte de travail pour étrangers | INSTRUCTION 056/93 | Traitement des dossiers de demande de la carte de travail pour étrangers | Ministère du Travail | | |
| Arrêté interministériel 032 du 10 mars 1994 portant fixation de la taxe sur la carte de travail des étrangers. | Arrêté interministériel 032 d | Fixation de la taxe sur la carte de travail des étrangers. | Ministère du Travail | | |
| Arrêté ministériel n°125/CAB/MIN/S/AJ/VSS/A09/2000 du 11 octobre 2000 portant création et organisation d'un service spécialisé du Ministère de la santé Publique dénommé « Direction de la Quarantaine Internationale » | Arrêté ministériel n°125/CAB/MIN/S/AJ/VSS/A09/2000 | Création et organisation d'un service spécialisé du Ministère de la Santé Publique dénommé "Direction de la Quarantaine Internationale" | Ministère de la santé | | |
| Loi n° 005/2002 du 07 mai 2002 relative à la constitution, à l'organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo | Loi n° 005/2002 | La constitution, à l'organisation et au fonctionnement de la Banque Centrale du Congo | Ministère des Finances | | |

| Titre du document | Numéro de référence | Objet | Autorité/ Institution | Évaluation des besoins / analyse des lacunes du Cadre législatif | Recommandations clés |
|--|---|--|-----------------------------------|---|--|
| Instruction n°003/2002 du 02 février 2002 relative à l'activité et au contrôle des Etablissements de Crédit | Instruction n°003/200 | Activité et au contrôle des Etablissements de Crédit | Ministère des Finances | | |
| Loi n° 005/2002 du 07 mai 2002 portant constitution, organisation et fonctionnement de la Banque Centrale du Congo | Loi n° 005/2002 | Constitution, organisation et fonctionnement de la Banque Centrale du Congo | Ministère des Finances | | |
| Loi n° 015 /2002 DU 16 octobre 2002 portant sur Code du Travail | Loi n° 015 /2002 | Code du Travail | Ministère du Travail | | |
| Décret n° 036/2002 portant désignation des services et organismes publics habilités à exercer aux frontières de la République Démocratique du Congo | Décret n° 036/2002 | Désignation des services et organismes publics habilités à exercer aux frontières de la République Démocratique du Congo | Ministère de l'Intérieur | | |
| Décret-loi no. 002/2003 du 11 janvier 2003 portant création et organisation de la Direction Générale de Migration | Décret-loi no. 002/2003 | Création et organisation de la Direction Générale de Migration | Ministère de l'Intérieur | | |
| Décret n° 03/014 du 05 août 2003 portant organisation et fonctionnement de la Commission Nationale pour les réfugiés et de la commission des recours | Décret n° 03/014 | organisation et fonctionnement de la Commission Nationale pour les réfugiés et de la commission des recours | Ministère de l'Intérieur | | |
| Décret 017/2003 du 2 mars 2003 portant création de la Direction Générale des Impôts | Décret 017/2003 | Création de la Direction Générale des Impôts | Ministère des Finances | Absence des modalités de collaboration et coordinations entre producteurs de données, INS et utilisateurs | Compléter le Décret n°10/05 du 11/02/2010 relatif au SSN par des dispositions prévoyant une coordination des producteurs des données migratoires du type CCN |
| Arrêté Ministériel n°1250/CAB/MIN/S/BYY/MC/007/2006 du 28 mars 2006 Portant Révision de l'Arrêté Ministériel n° MS 1250/CAB/MIN/S/109/2000 du 11 octobre 2000 Portant création et organisation d'un Service spécialisé du Ministère de la santé dénommé la Direction de Quarantaine Internationale | Arrêté Ministériel n°1250/CAB/MIN/S/BYY/MC/007/2006 | Création et organisation d'un Service spécialisé du Ministère de la Santé dénommé la Direction de Quarantaine Internationale | Ministère de la Santé | Carence dans les procédures partant de la collecte jusqu'au stockage des données migratoires | Elaborer les procédures opérationnelles de la collecte à l'archivage en passant par les partages. |
| Arrêté interministériel n° 130/CAB/MINAFECI/014 du 13 juillet 2006, n° CAB/MIN.FD/038 du 13 juillet 2006, portant création, organisation et fonctionnement de la Direction des Congolais de l'Etranger, DCE en sigle | Arrêté interministériel n° 130/CAB/MINAFECI/014 | Création, organisation et fonctionnement de la Direction des Congolais de l'Etranger, DCE | Ministère des Affaires Etrangères | Décret n°10/05 du 11/02/2010 relatif au SSN n'est pas accompagné de mesures d'application. | Elaborer des mesures d'applications du Décret n°10/05 du 11/02/2010 relatif au SSN particulièrement dans ses dispositions relatives à : la coordination des producteurs de statistiques, l'obligation imposée aux producteurs des données statistiques de transmettre leurs productions à l'INS pour contrôle avant publication, l'organisation et le fonctionnement du CNS, les règles de concertation et de collaboration entre les composantes du SSN |
| Ordonnance n°07-046 du 12 juin 2007 portant création de la Direction de la Police des frontières au sein de l'Inspection générale de la Police Nationale congolaise | Ordonnance n°07-046 | Création de la Direction de la Police des frontières au sein de l'Inspection générale de la Police Nationale congolaise | Ministère de l'intérieur | | |
| Décret n° 09/42 du 03 décembre 2009 fixant les statuts de l'Office Congolais de Contrôle | Décret n° 09/42 du 03 | Statuts de l'Office Congolais de Contrôle | Ministère des Finances | | |
| Loi n° 10/007 du 27 février 2010 modifiant et complétant l'Ordonnance-loi ORDONNANCE 78-397 du 3 octobre 1978 portant création et statuts d'un établissement public dénommé Institut national de la statistique, en abrégé « I.N.S. » | Loi n° 10/00 | Création et statuts d'un établissement public dénommé Institut National de la Statistique, en abrégé "INS" | Ministère du Plan | | |
| Ordonnance n°12/008 du 11 juin 2012 fixant les attributions des ministères | Ordonnance n°12/00 | Attributions des ministères | Présidence de la République | | |
| Décret n°10/05 du 11/02/2010 relatif au Système de statistique national | 2/11/2010 | Système de statistique national | Ministère du Plan | | |

Afrique de l'Est
 Afrique centrale
 Afrique australe
 Caraïbes
 Afrique du Sud
 République démocratique du Congo
 Timor-Leste
 Angola
 Haïti
 Santé
 formations
 bases de données
 Sénégal
 travail
 diasporas
 Sud-Sud
 environnement
 intégration
 Kenya
 interne
 Lesotho
 urbanisation
 Papouasie
 Nouvelle Guinée
 données
 Cameroun
 Tanzanie
 traite des personnes
 déplacements
 droits
 Pacifique
 genre
 transferts de fonds
 Trinité et Tobago
 retour
 statistiques
 développement
 Observatoire
 migration

Observatoire ACP sur les migrations
 20, rue Belliardstraat (7ème étage)
 1040 Bruxelles - Belgique
 Tél.: +32 (0)2 894 92 30 - Fax: +32 (0)2 894 92 49
 ROBrusselsACP@iom.int - www.acpmigration-obs.org



International Organization for Migration (IOM)
 Organismo Internazionale per la Migrazione (OIM)
 Organização Internacional para as Migrações (OIM)



Une initiative du Secrétariat ACP, financée par l'Union européenne,

mise en œuvre par l'OIM et avec le soutien financier de la Suisse, de l'OIM, du Fonds de l'OIM pour le développement et du UNFPA



Schweizerische Eidgenossenschaft
 Confédération suisse
 Confederaziun svizra
 Swiss Confederation

Fonds de l'OIM pour le
 développement
 Developing the capacities in
 matière de gestion des migrations

